L'EMPIRE APRÈS L'EMPIRE

Christian D.

L'Empire après l'Empire

Ou la fin de l'illusion occidentale

Table des matières

Avant-Propos. 6

Introduction. 7

Chapitre Premier : La fin de l'illusion unipolaire et le retour du tragique. 10

Chapitre II : Heartland, Rimland et continuité impériale anglo-saxonne. 13

Chapitre III : Isolationnisme américain : mythe, oscillation ou retour aux sources. 22

Chapitre IV : L'ingérence, la guerre clandestine et l'échec du nation-building. 25

Chapitre V : America First 2.0 : la nouvelle stratégie américaine. 29

Chapitre VI : L'Ukraine, l'Europe et l'effondrement de l'autonomie stratégique. 33

Conclusion : La fin d'un cycle et l'entrée dans la zone grise. 40

AVANT-PROPOS

Cette analyse est né d'un malaise intellectuel, lentement mûri au fil des conversations, des lectures et des silences. J'ai constaté, avec une inquiétude croissante, combien rares étaient ceux qui acceptaient encore de penser le monde à l'échelle du temps long, pourtant condition première de toute compréhension sérieuse des affaires humaines, et plus encore des relations internationales. Marc Bloch le rappelait avec une simplicité désarmante : « L'incompréhension du présent naît fatalement de l'ignorance du passé. » L'époque privilégie l'instant, l'émotion, la réaction. Elle méprise la durée, la mémoire, l'héritage. On évoque l'histoire sans jamais la laisser contraindre l'analyse ; on la cite, mais on refuse qu'elle gouverne le raisonnement. Cette rupture avec le temps long constitue, à mes yeux, une faute intellectuelle majeure, aux conséquences politiques redoutables. Privés de profondeur historique, beaucoup se livrent alors, sans même en avoir conscience, aux récits dominants produits par les médias de masse, ou sombrent dans le chaos informationnel des réseaux sociaux, où se côtoient soupçons infondés, théories délirantes et explications simplistes. La rigueur y est remplacée par le soupçon, l'analyse par l'indignation, la compréhension par la croyance. Or comprendre le monde exige du temps, de la discipline, et une volonté de relier les phénomènes sur la longue durée : structures sociales, traumatismes collectifs, héritages spirituels, rapports de force économiques, contraintes géographiques. C'est cette exigence que j'ai tenté de m'imposer très tôt, bien avant toute formation universitaire, dans un travail autodidacte fondé sur la lenteur et la confrontation des sources. Une phrase d'Edward Bernays m'accompagna longtemps comme un avertissement : « La manipulation consciente et intelligente des habitudes et des opinions organisées des masses est un élément important de la société démocratique. » Elle ne fut pas pour moi une incitation, mais un signal d'alarme. Elle m'enseigna que le monde moderne ne se comprend pas sans une lecture critique des récits qui l'organisent. De là est née l'ambition — modeste dans ses moyens, mais vaste dans son intention — de contribuer à une géopolitique accessible sans être appauvrie, rigoureuse sans être réservée à une élite. Une géopolitique qui assume son caractère total : sociologique, théologique, économique, politique, géographique et historique. J'ai fait cette analyse pour ceux qui sentent confusément que le monde ne se divise pas entre le Bien et le Mal, mais entre intérêts divergents, mémoires blessées et logiques de puissance. Pour ceux qui refusent les indignations automatiques et cherchent à comprendre pourquoi les nations agissent comme elles agissent. Cet ouvrage ne prétend pas dicter une vérité. Il cherche seulement à restituer de la profondeur à un monde devenu plat.

Introduction

D'un monde qui se défait et des illusions qui meurent

Depuis plus de trois décennies, l'Occident — et plus particulièrement l'Amérique — a vécu sur l'illusion d'un monde pacifié, harmonisé par la diffusion de valeurs prétendument universelles, stabilisé par une hégémonie bienveillante qui se voulait à la fois arbitre, gardienne et éducatrice des nations. Cette vision, née des ruines de l'Union soviétique, a façonné toute une génération d'élites politiques, médiatiques et intellectuelles convaincues que l'histoire avait trouvé son terme, que la géopolitique appartenait au passé, et que le droit, le commerce et la morale suffiraient désormais à gouverner les relations internationales.

Or cette illusion se dissipe sous nos yeux.

Car le monde réel — celui des puissances, des territoires, des ressources, des peurs et des ambitions — n'a jamais cessé d'exister. Il avait simplement été recouvert d'un épais brouillard idéologique, entretenu par la certitude de la supériorité occidentale et par la conviction intime que l'hégémonie américaine était non seulement légitime, mais durable. Aujourd'hui, ce brouillard se lève. Et ce qu'il révèle n'est ni rassurant ni inédit : le retour implacable de la logique des rapports de force.

L'Amérique elle-même semble en avoir pris acte. Non par renoncement moral, mais par lucidité stratégique. Après avoir étendu son influence à l'échelle du globe, multiplié les interventions, les alliances, les engagements idéologiques et militaires, elle découvre les limites de sa puissance, l'usure de son appareil, la fatigue de son peuple et les fragilités de son ordre intérieur. Le discours change. La posture se transforme. Ce qui apparaît n'est pas une abdication, mais une mue : le passage d'une puissance hégémonique missionnaire à un État redevenu pleinement conscient de ses intérêts vitaux.

Cette prise de conscience s'accompagne d'un réveil brutal : l'émergence de la Chine comme compétiteur systémique. Pour la première fois depuis la chute de l'URSS, les États-Unis font face à une puissance qui rivalise avec eux sur tous les plans — économique, technologique, militaire, diplomatique. Pékin n'est pas un adversaire idéologique comme Moscou l'était ; c'est un rival civilisationnel qui propose un modèle alternatif de gouvernance, fondé sur l'efficacité autoritaire, le contrôle technologique et une projection de puissance patiente mais déterminée. La rivalité sino-américaine redéfinit toutes les équations géopolitiques, du détroit de Taïwan aux mines de cobalt congolaises, en passant par la bataille des semi-conducteurs et la course à l'intelligence artificielle.

L'illusion d'un monde unipolaire s'efface devant la réalité d'une compétition bipolaire dont l'issue reste incertaine.

Ce retournement n'est pas une improvisation. Il s'inscrit dans une tradition intellectuelle ancienne, trop souvent reléguée aux marges du débat public, mais qui n'a jamais cessé de structurer, en profondeur, la pensée stratégique anglo-saxonne. Bien avant les doctrines contemporaines et les stratégies nationales récentes, certains avaient posé les termes fondamentaux du problème : la géographie comme contrainte majeure, l'Eurasie comme espace décisif, et la fragmentation du continent comme condition essentielle de la sécurité des puissances maritimes.

À cette tradition géopolitique s'ajoute une dimension longtemps sous-estimée : la guerre économique et technologique. Le conflit n'est plus seulement militaire ; il se déroule dans les salles de trading, les laboratoires de recherche, les câbles sous-marins de données, et les chaînes d'approvisionnement mondiales. Les sanctions financières sont devenues des armes de destruction massive économique. Le contrôle des technologies critiques (5G, intelligence artificielle, quantique) est l'enjeu d'une bataille où la suprématie future se joue aujourd'hui. Et l'énergie, loin d'être une simple commodité, s'est transformée en instrument de coercition géopolitique, comme l'a cruellement rappelé la crise gazière de 2022. Ces nouveaux fronts redessinent la carte des alliances et des vulnérabilités.

C'est à cette profondeur historique et théorique que cette analyse entend revenir. Non pour absoudre, ni pour condamner, mais pour comprendre. Comprendre pourquoi certaines régions du globe concentrent de manière récurrente les tensions et les conflits. Comprendre pourquoi l'Europe, longtemps abritée par des garanties extérieures, se découvre soudain vulnérable. Comprendre pourquoi la Russie, la Chine, l'Amérique — et, dans une moindre mesure, d'autres puissances régionales — agissent aujourd'hui selon des logiques que les discours officiels ne parviennent plus à masquer.

Cette compréhension exige de naviguer entre plusieurs niveaux d'analyse. Le premier est celui des idées et des doctrines : comment les théories de Mackinder, Spykman ou Mahan continuent-elles d'inspirer les décideurs à Washington ? Le second est celui des pratiques historiques : comment l'expérience de l'ingérence, du nation-building et des guerres asymétriques a-t-elle façonné l'approche américaine contemporaine ? Le troisième est celui des transformations structurelles : comment la montée en puissance de la Chine, la révolution numérique et la transition énergétique redéfinissent-elles les paramètres de la compétition globale ? Enfin, le quatrième niveau est celui de la psychologie collective : comment le soft power, le cinéma, les jeux vidéo ont-ils préparé les esprits à accepter certaines représentations du monde et certaines inimitiés comme naturelles ?

Il ne s'agit donc ni d'un réquisitoire moral, ni d'une profession de foi idéologique. La démarche assumée ici est celle du réalisme. Un réalisme parfois rude, souvent inconfortable, mais indispensable à quiconque refuse de se satisfaire des récits simplificateurs. La géopolitique n'est ni vertueuse ni malveillante : elle est tragique par nature. Elle oppose des intérêts irréductibles, des visions du monde incompatibles, et contraint les acteurs à choisir non entre le bien et le mal, mais entre le possible et le nécessaire.

Ce réalisme s'applique également au diagnostic sur l'Europe. Le Vieux Continent, après avoir joué un rôle central dans l'histoire mondiale pendant des siècles, semble avoir renoncé à la puissance. Il a confondu paix et absence de guerre, droit et force, normes et stratégie. Son déclin stratégique n'est pas le résultat d'un complot, mais d'un renoncement accumulé : renoncement à la souveraineté énergétique, à l'autonomie de défense, à la maîtrise technologique, et parfois même à la mémoire historique. L'Ukraine, en 2022, a servi de révélateur brutal : face à la guerre, l'Europe a découvert qu'elle parlait beaucoup, dépensait peu, et décidait encore moins. Son destin stratégique semble désormais écrit par d'autres — Washington, Moscou, Pékin —, une situation qui aurait été inconcevable pour un De Gaulle, un Churchill ou un Bismarck.

Cette analyse s'adresse à ceux qui acceptent cette lucidité. À ceux qui comprennent que les nations n'ont ni amitiés éternelles ni inimitiés immuables, mais seulement des intérêts durables. À ceux qui perçoivent que le recul du discours idéologique américain ne signifie pas la disparition de la

puissance américaine, mais sa redéfinition. Et à ceux qui pressentent que l'Europe, prise entre une posture morale devenue incantatoire et une dépendance stratégique prolongée, se trouve désormais confrontée à un moment de vérité.

Ce moment de vérité se décline en trois temps, qui structurent cette analyse. La première partie revient aux fondements : elle explore la tradition géopolitique anglo-saxonne (Heartland, Rimland), l'oscillation historique américaine entre isolationnisme et engagement, et les précédents européens de la Realpolitik, de Richelieu à Bismarck. La deuxième partie examine l'expérience américaine de l'hyperpuissance : les succès initiaux, les échecs du nation-building, l'évolution de l'ingérence clandestine vers la guerre hybride, et le rôle du soft power dans la fabrication des représentations stratégiques. La troisième partie se penche sur le monde d'après : la nouvelle doctrine America First, la rivalité systémique avec la Chine, l'Ukraine comme révélateur des fractures européennes, et l'émergence de nouveaux théâtres (cyber, espace, ressources critiques). Chaque partie éclaire une facette de la grande transition en cours.

Ce qui s'ouvre aujourd'hui n'a pas encore de nom. Ce n'est plus le monde unipolaire né de l'après-1991, sans être encore un équilibre stabilisé. C'est une zone grise, instable, où les certitudes anciennes s'effondrent plus vite que ne se reconstruisent de nouvelles règles. Dans cet entre-deux, les concepts longtemps jugés obsolètes retrouvent leur actualité, et les puissances redécouvrent des lois qu'elles avaient cru abolies.

Cette zone grise est peuplée de paradoxes. Une Amérique plus forte militairement mais moins disposée à utiliser sa force directement. Une Chine économiquement puissante mais démographiquement vieillissante. Une Russie militairement résiliente mais économiquement fragile. Une Europe riche mais stratégiquement impuissante. Des États-nations qui redeviennent centraux dans un monde pourtant plus interconnecté que jamais. Des alliances qui se délitent au moment même où les défis communs s'amplifient. Ces contradictions ne sont pas des anomalies ; elles sont les caractéristiques d'une période de transition où l'ancien ordre meurt sans que le nouveau soit encore né.

C'est l'exploration de cette transition — de ses causes profondes, de ses mécanismes concrets et de ses conséquences stratégiques — qui structure les développements qui suivent. L'objectif n'est pas de prédire l'avenir, mais de fournir des clés pour le comprendre lorsqu'il adviendra. Car dans le brouillard stratégique qui s'épaissit, la lucidité n'est pas un luxe intellectuel : c'une nécessité vitale.

CHAPITRE PREMIER

La fin de l'illusion unipolaire et le retour du tragique

L'époque contemporaine se caractérise moins par l'émergence d'un désordre inédit que par la dissipation progressive d'une illusion entretenue durant plus de trois décennies : celle d'un monde définitivement pacifié par l'hégémonie américaine, stabilisé par le commerce, le droit et la diffusion supposée irrésistible des valeurs libérales occidentales. Cette illusion, née de l'effondrement de l'Union soviétique en 1991, a profondément structuré la perception que l'Occident — et plus particulièrement l'Europe — s'est faite de la marche du monde. Or ce cadre mental est aujourd'hui brisé.

Nous nous dirigeons vers un monde multipolaire, non par choix idéologique, mais par nécessité historique. Le déclin relatif des États-Unis, qu'il soit nié, minimisé ou travesti par le discours officiel, produit déjà ses effets. Et l'histoire enseigne une constante inquiétante : les puissances hégémoniques en phase de reflux ne deviennent ni prudentes ni modestes. Elles tendent au contraire à devenir nerveuses, irritables, parfois dangereuses. L'empire en fin de cycle ne renonce pas spontanément ; il s'agite, multiplie les démonstrations de force, s'engage dans des conflits périphériques, non pour conquérir durablement, mais pour tenter de figer un ordre qui lui échappe. L'histoire offre à cet égard des précédents éclairants. L'Empire romain, dans les siècles qui précédèrent son effondrement, ne sombra ni dans l'inaction ni dans l'humilité. Bien au contraire. À mesure que son centre de gravité s'affaiblissait, Rome multiplia les expéditions périphériques, étendit sans cesse ses lignes de défense, engagea ses légions dans une succession de conflits destinés moins à conquérir qu'à retarder l'inéluctable. Cette agitation stratégique, souvent interprétée comme un sursaut de puissance, traduisait en réalité une perte progressive de maîtrise : l'incapacité à stabiliser durablement l'ordre qu'elle prétendait encore incarner. Des empires plus récents, tel l'empire espagnol finissant ou la puissance britannique à l'orée du XX^{e} siècle, ont connu des dynamiques similaires, confirmant une loi presque tragique des relations internationales : lorsqu'une hégémonie entre en reflux, elle tend à substituer le mouvement à la direction, la force à la cohérence, et l'urgence à la stratégie. Cette loi s'applique avec une régularité métronomique. L'Empire espagnol, au XVII^{e} siècle, alors qu'il était déjà en déclin démographique et économique, s'engagea dans la désastreuse guerre de Trente Ans (1618-1648) qui l'épuisa définitivement. La Grande-Bretagne, au début du XX^{e} siècle, étendit son empire colonial à son maximum territorial

précisément au moment où son hégémonie industrielle était dépassée par l'Allemagne et les États-Unis.
Cette dynamique est perceptible depuis plus d'une décennie. Les États-Unis, confrontés à l'érosion de leur supériorité économique relative, à l'émergence de puissances continentales affirmées et à une fatigue stratégique interne, ont réagi par une politique oscillant entre interventionnisme dispersé et tentations de repli. Cette oscillation n'est nullement théorique ; elle s'est matérialisée, au cours des deux dernières décennies, par une succession d'interventions fragmentaires, coûteuses et stratégiquement ambivalentes.
L'Afghanistan, d'abord, engagé dans l'urgence émotionnelle de l'après-11 septembre, s'est transformé en une guerre d'attrition interminable, sans objectif politique clair, jusqu'à un retrait précipité qui a consacré, aux yeux du monde, l'incapacité de la première puissance militaire à transformer une victoire tactique initiale en ordre durable. Les chiffres donnent la mesure de cet échec : 2 300 milliards de dollars dépensés en vingt ans, 2 400 morts américains, et un pays rendu à ses démons dont les talibans prirent le contrôle en deux semaines à peine.
L'Irak, ensuite, inauguré sous le signe d'une guerre préventive justifiée par des menaces inexistantes, a profondément déstabilisé l'équilibre régional, ouvert la voie à des conflits confessionnels majeurs et entamé durablement la crédibilité morale et stratégique de Washington.
À ces engagements directs se sont ajoutées des interventions indirectes, plus diffuses mais tout aussi révélatrices d'un interventionnisme sans cohérence globale. En Libye, le renversement du régime s'est opéré sans plan pour l'après, laissant derrière lui un État effondré et un foyer d'instabilité durable aux portes de l'Europe. En Syrie, l'implication américaine, fragmentée, hésitante, oscillant entre soutien à des acteurs locaux, frappes ponctuelles et retrait partiel, a illustré une incapacité chronique à assumer soit une stratégie de stabilisation, soit un véritable désengagement.
Ces opérations, prises isolément, peuvent sembler répondre à des impératifs circonstanciels ; considérées dans leur ensemble, elles révèlent une dynamique plus profonde : celle d'une puissance consciente de son érosion relative, cherchant à compenser la perte de maîtrise structurelle par une multiplication d'actions périphériques. Il ne s'agissait plus de refonder un ordre, mais d'en retarder la dislocation ; plus de tracer une direction, mais de contenir des effets. Ainsi s'est installée une forme d'interventionnisme dispersé, révélateur non d'une confiance hégémonique intacte, mais d'une fatigue stratégique croissante, dissimulée sous l'activisme.
Loin d'être contradictoires, ces deux tendances procèdent d'un même malaise impérial : comment conserver une position dominante dans un monde qui ne l'accepte plus comme allant de soi ?
C'est dans ce contexte qu'il convient de replacer le tournant amorcé en 2016 sous la présidence de Donald Trump. Contrairement à l'interprétation dominante en Europe, ce virage ne saurait être réduit à une simple aberration populiste ou à une anomalie politique. Il constitue, au contraire, la manifestation brutale d'un retour au réel stratégique. Lorsque Washington affirme vouloir se recentrer sur ses intérêts nationaux, réduire certaines formes d'engagement extérieur et exiger de ses alliés une contribution accrue, il ne fait pas preuve d'excentricité : il redécouvre les contraintes structurelles de la puissance.
L'Europe, et singulièrement la France, a pourtant accueilli ce tournant avec incompréhension, voire avec une forme de mépris feutré. Les médias, les responsables politiques et les élites technocratiques ont dénoncé la politique américaine de pression commerciale, de relèvement des droits de douane et de remise en cause du libre-échange comme une dérive quasi pathologique, à la limite du fétichisme protectionniste. Cette lecture, essentiellement morale et normative, passait à côté de l'essentiel : dès son premier mandat, Donald Trump avait engagé une véritable guerre économique contre la Chine, non par impulsion idéologique, mais par calcul stratégique.
À partir de 2018, Washington assuma ouvertement la conflictualité commerciale comme instrument de puissance, imposant des droits de douane massifs sur des centaines de milliards de dollars de produits chinois afin de freiner l'ascension industrielle de Pékin, de contenir les transferts technologiques forcés et de réaffirmer la souveraineté économique américaine face à un rival

désormais perçu comme systémique. Les droits de douane américains touchèrent 370 milliards de dollars d'importations chinoises, et Pékin répondit par des mesures ciblées sur le soja et les produits agricoles, frappant délibérément l'électorat rural de Trump. Cette guerre commerciale, loin d'être une fantaisie protectionniste, relevait d'une logique de puissance réfléchie : contenir "Made in China 2025" et reprendre le contrôle des chaînes d'approvisionnement stratégiques.

Tandis que les États-Unis acceptaient le coût à court terme d'une telle confrontation, l'Europe persistait dans une défense abstraite du libre-échange, refusant de voir que la mondialisation était redevenue un champ de bataille. Or l'ironie est cruelle : quelques années plus tard, ces mêmes dirigeants européens n'hésitent plus à brandir la menace de sanctions commerciales ou de droits de douane, notamment à l'encontre de la Chine, dans un geste qui apparaît à la fois tardif, maladroit et peu crédible.

Cette contradiction révèle un mal plus profond : l'Europe ne pense plus stratégiquement. Elle réagit. Elle imite. Elle moralise. Mais elle ne structure plus une vision cohérente de ses intérêts vitaux. Elle a confondu pendant trop longtemps la stabilité héritée de la guerre froide avec une garantie naturelle, oubliant que cette stabilité reposait sur un équilibre de forces précis et sur un engagement américain massif. Lorsque cet engagement commence à vaciller, le vide intellectuel apparaît avec une brutalité saisissante.

Car la question centrale n'est pas morale, mais stratégique. Qu'est-ce qu'une stratégie nationale pour une puissance hégémonique ? Et, plus encore, qu'advient-il lorsque cette puissance n'a plus la capacité — ou la volonté — d'assumer le rôle qu'elle s'était arrogé ? Les États-Unis, contrairement à ce que l'on prétend souvent, ne sont pas en train d'improviser une nouvelle doctrine. Ils réactivent, parfois presque mot pour mot, un socle théorique ancien, forgé au début du XX^{e} siècle par des penseurs qui avaient compris, avant beaucoup d'autres, que la géographie commande la politique.

Ce retour aux fondamentaux n'est pas encore pleinement assumé dans le discours public européen. Il est pourtant visible dans les actes. La pression exercée sur les alliés, la hiérarchisation plus stricte des théâtres d'opération, la remise en cause du multilatéralisme contraignant et la réaffirmation brutale de la souveraineté nationale américaine traduisent une même logique : celle d'un État qui cesse de se concevoir comme garant universel d'un ordre moral abstrait et revient à la défense prioritaire de ses intérêts essentiels.

Dans cette recomposition, l'Europe apparaît démunie. Habituée à une protection quasi automatique, elle découvre que l'histoire ne lui doit rien. Plus grave encore, elle persiste à croire que les règles, les normes et les institutions suffisent à structurer un ordre international stable, alors même que leur principal architecte s'en détache progressivement. Cette dissonance explique en grande partie la fébrilité européenne actuelle : beaucoup pressentent que quelque chose se termine, sans encore accepter que ce qui s'achève n'était qu'une parenthèse.

Ainsi, le monde n'entre pas dans le chaos ; il sort d'un moment d'exception. La période unipolaire qui s'ouvre en 1991 n'était ni naturelle ni éternelle. Elle reposait sur un déséquilibre temporaire, sur l'absence d'adversaire structurant et sur une croyance excessive dans la capacité d'une seule puissance à réguler durablement la planète. Ce moment se referme. Et avec lui disparaît l'illusion confortable d'un ordre sans tragédie.

Le retour du tragique est la marque de cette transition. Tragique non parce que le monde deviendrait plus cruel qu'hier, mais parce qu'il redevient fidèle à ce qu'il a toujours été : un espace de rivalités, de contraintes, de calculs froids et de choix douloureux. Ceux qui refusent de voir cette réalité s'exposent à la subir sans la comprendre. Ceux qui l'acceptent peuvent, peut-être, encore espérer s'y adapter.

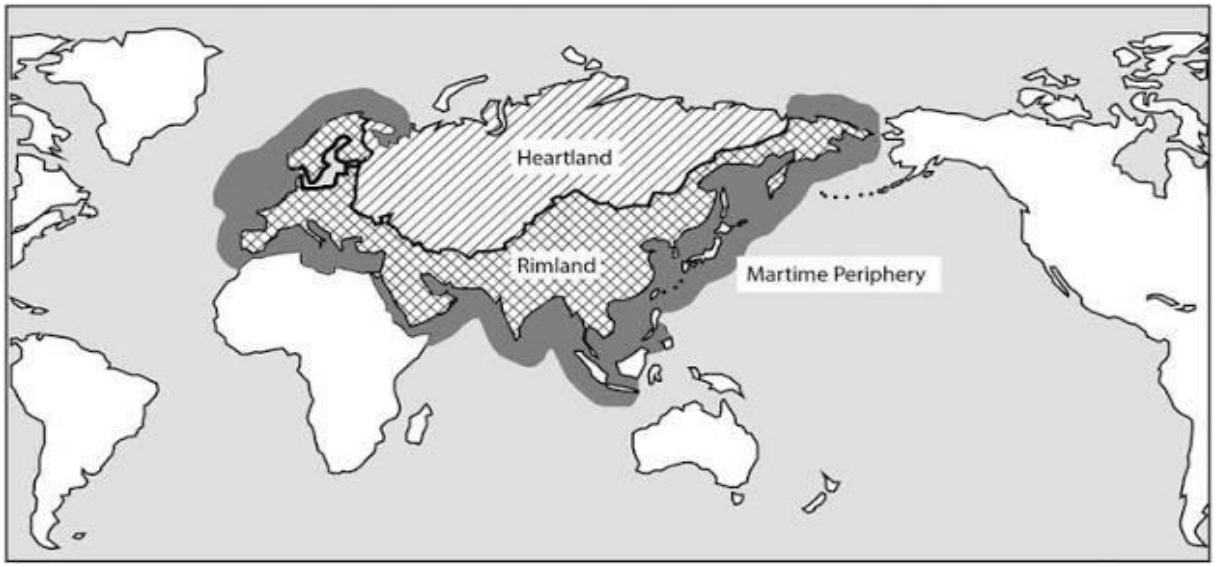
C'est à cette condition seulement que l'analyse stratégique retrouve son sens. Et c'est sur ce terrain, débarrassé des illusions et des faux-semblants, que doivent désormais être examinées les continuités profondes de la politique américaine — continuités qui plongent leurs racines bien au-delà des débats contemporains, dans une vision du monde forgée par la géographie elle-même.

CHAPITRE II

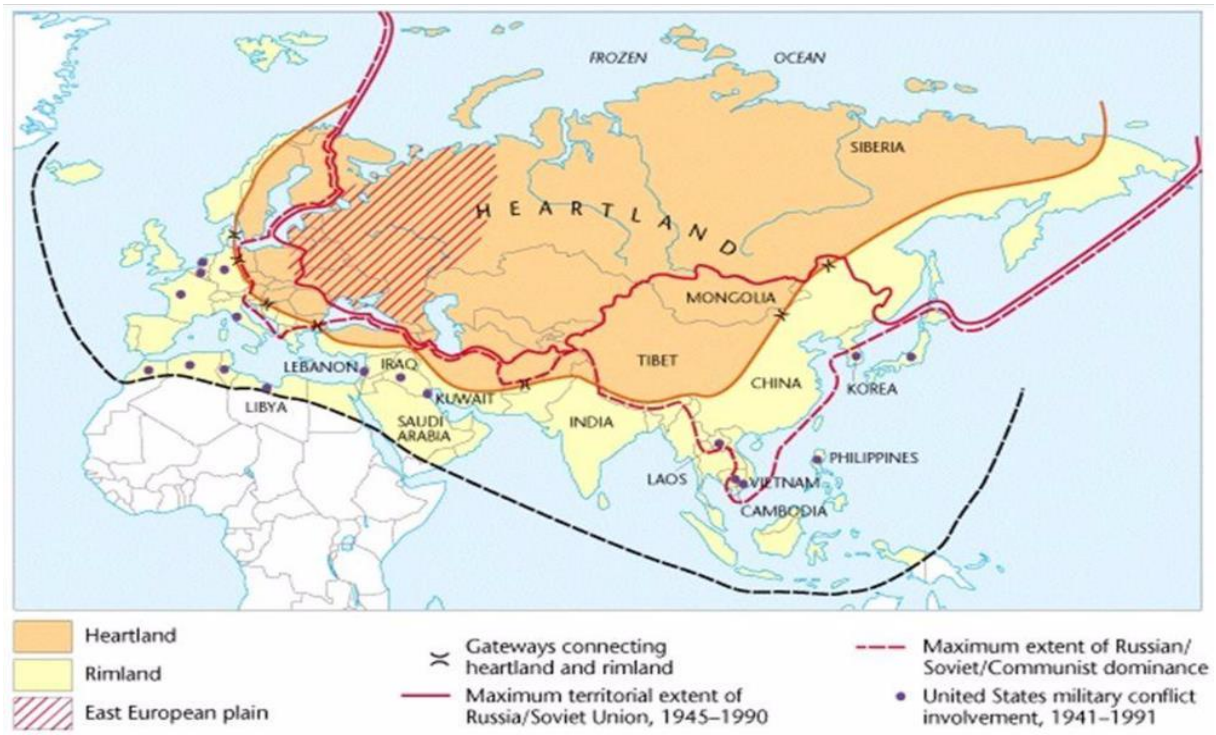
Heartland, Rimland et la continuité impériale anglo-saxonne

Pour comprendre la politique étrangère américaine contemporaine — qu'il s'agisse de l'Ukraine, de Taïwan, du Moyen-Orient ou de la prolifération de ses alliances militaires — il faut impérativement rompre avec l'illusion d'une diplomatie improvisée, émotionnelle ou purement idéologique. Les États-Unis ne naviguent pas à vue. Ils s'inscrivent, au contraire, dans une continuité stratégique profonde, héritée d'un socle théorique ancien, forgé bien avant la guerre froide et réactivé chaque fois que l'ordre international entre en recomposition.

Ce socle repose sur une hantise géopolitique fondamentale propre aux puissances maritimes anglo-saxonnes : l'émergence d'un bloc continental eurasiatique unifié, autosuffisant, doté d'une profondeur stratégique telle qu'il deviendrait imprenable et, par là même, capable de contester durablement la suprématie maritime. Cette crainte n'est ni abstraite ni récente. Elle trouve son expression la plus claire au début du XX^{e} siècle dans les travaux du géographe britannique Halford Mackinder. Mackinder formule alors une intuition structurante, presque obsédante, pour l'Empire britannique d'abord, puis pour les États-Unis lorsqu'ils lui succéderont comme puissance dominante. Selon lui, le centre de gravité du monde ne réside pas dans les océans, contrairement à la doctrine dominante de la thalassocratie héritée d'Alfred Thayer Mahan, pour qui la maîtrise des mers — « control the seas, control the world » — constituait la clé ultime de la puissance, mais au cœur du continent eurasiatique, dans cet espace massif qu'il nomme le Heartland. (Voir cartes page suivante) Cet espace — correspondant largement à la Russie historique et à ses prolongements continentaux — possède une caractéristique décisive : il est difficilement pénétrable, riche en ressources, protégé par sa géographie, et potentiellement capable, s'il se structure politiquement et économiquement, de dominer l'« île-monde », c'est-à-dire l'ensemble des terres habitées. La célèbre formule de Mackinder résume cette logique avec une brutalité désarmante : « Qui contrôle l'Europe de l'Est contrôle le Heartland ; qui contrôle le Heartland contrôle l'île-monde ; qui contrôle l'île-monde contrôle le monde. » Derrière cette phrase se cache une vérité stratégique redoutable pour toute thalassocratie. Si le Heartland venait à s'unifier, à s'industrialiser et à se projeter vers les mers, aucune puissance maritime ne pourrait durablement lui résister. Cette angoisse, d'abord britannique, se transmettra presque mécaniquement aux États-Unis lorsque la Pax Britannica laissera place à la Pax Americana.



(Cette carte illustre la structuration géopolitique de l'espace eurasiatique selon les grandes doctrines anglo-saxonnes du XXe siècle. Le Heartland désigne le cœur continental eurasiatique, difficilement pénétrable et riche en ressources, identifié par Halford Mackinder comme le centre de gravité potentiel de la puissance mondiale. Le Rimland, conceptualisé par Nicholas Spykman, correspond à la ceinture littorale entourant le Heartland, zone de contact entre continent et mer, dont le contrôle permet d'encercler et de contenir le cœur continental. La périphérie maritime représente l'espace dominé par les puissances navales, fondement de la thalassocratie théorisée par Alfred Thayer Mahan. Cette représentation synthétique permet de comprendre la logique structurelle de l'endiguement du continent eurasiatique par les puissances maritimes.)



(Cette carte met en perspective la traduction concrète des doctrines du Heartland et du Rimland au cours du XXe siècle. Elle montre l'extension maximale du territoire russe et soviétique entre 1945 et 1990, correspondant à la maîtrise partielle du Heartland. Les lignes et points signalent les zones de confrontation directe ou indirecte impliquant les États-Unis, illustrant la stratégie d'endiguement mise en œuvre le long du Rimland, de l'Europe occidentale à l'Asie orientale, en passant par le Moyen-Orient. Les couloirs de passage entre Heartland et Rimland soulignent les points de friction géostratégiques majeurs, là où se concentrent conflits, bases militaires et alliances. Cette carte révèle que la Guerre froide ne fut pas une opposition idéologique abstraite, mais une guerre de positionnement territorial visant à empêcher l'unification politique, économique et stratégique de l'Eurasie.)

L'obsession demeure la même, seule l'échelle change. Empêcher coûte que coûte l'unification politique, économique et stratégique de l'Eurasie devient un impératif existentiel. C'est à partir de cette matrice que s'explique la remarquable continuité de la politique anglo-saxonne, indépendamment des alternances politiques ou des discours moraux.

Dans les années 1940, Nicholas Spykman reprend cette grille d'analyse, mais en la renversant partiellement. Pour lui, le cœur du problème ne réside pas uniquement dans le centre continental, mais dans sa périphérie. Ce n'est pas le Heartland qui décide directement du destin du monde, mais le Rimland — cette vaste ceinture côtière qui entoure l'Eurasie : l'Europe occidentale, le Moyen-Orient et l'Asie orientale. Celui qui contrôle ces marges contrôle les accès maritimes, les échanges, les détroits, les zones de contact entre continent et océan. Autrement dit, celui qui tient le Rimland empêche le Heartland de se projeter. Cette vision devient le véritable mode d'emploi stratégique des États-Unis après 1945. Elle se matérialise avec une cohérence presque parfaite : création de l'OTAN pour verrouiller l'Europe occidentale, alliances bilatérales avec le Japon et la Corée du Sud pour contenir l'Asie orientale, présence militaire massive au Moyen-Orient pour contrôler les détroits et les flux énergétiques, domination navale héritée des travaux d'Alfred Mahan. Loin d'être fragmentaire, cette architecture dessine un encerclement méthodique du continent eurasiatique.

Cette architecture stratégique se double d'un instrument économique majeur : le plan de reconstruction européen, passé à l'histoire sous le nom de plan Marshall. Officiellement présenté comme une entreprise de secours destinée à relever un continent ravagé, à prévenir la famine, la misère et l'effondrement social, ce programme répondait à une urgence bien réelle. L'Ancien Secrétaire d'Etat des Etats-Unis George C. Marshall lui-même soulignait que la désorganisation économique de l'Europe constituait une menace directe pour la stabilité politique et pour la paix, affirmant qu'il s'agissait avant tout de restaurer une économie active afin de créer les conditions dans lesquelles des institutions libres pourraient subsister.

Mais cette reconstruction ne saurait être isolée de ce qui l'a rendue nécessaire. L'Europe occidentale ne sort pas seulement épuisée de la guerre ; elle en sort profondément meurtrie par une violence militaire d'une ampleur longtemps sous-estimée. Les bombardements alliés, notamment anglo-américains, ont ravagé des villes entières. Le Havre, Caen, Saint-Lô, Royan, pour ne citer que ces exemples, furent détruites à un degré tel que la libération prit pour les populations locales les allures d'une apocalypse. Des dizaines de milliers de civils français périrent sous les bombes de ceux qui se présentaient comme des libérateurs. Cette réalité, souvent reléguée à l'arrière-plan du récit officiel, constitue pourtant un élément structurant du rapport de force de l'après-guerre : une Europe exsangue, matériellement détruite, démographiquement saignée, ne disposait plus des moyens d'une autonomie stratégique immédiate. C'est dans ce contexte précis que le plan Marshall acquiert toute sa portée géopolitique. Réduire ce programme à une œuvre de pure philanthropie serait une lecture naïve. En injectant massivement des capitaux américains dans les économies européennes, Washington assurait à la fois la solvabilité de partenaires commerciaux futurs, l'ancrage durable de l'Europe occidentale dans le camp atlantique face au bloc soviétique, et la diffusion progressive de son modèle économique, culturel et monétaire. Il ne s'agissait pas d'une transposition coloniale directe, mais d'une structuration asymétrique des échanges, typique des systèmes hégémoniques. Ce « Novus Ordo Seclorum » — nouvel ordre des siècles — inscrit sur le billet de un dollar américain, trouvait sa réalisation concrète. Il s'agissait de bâtir un système-monde centré sur Washington, après que la Société des Nations, idée du président américain Woodrow Wilson, eut échoué à imposer une première gouvernance globale. Son successeur, l'Organisation des Nations Unies, était officiellement née à San Francisco le 24 octobre 1945. Ses sièges furent établis à New York et Genève, et son Conseil de Sécurité reflétait l'équilibre des vainqueurs. Dans le même temps, les accords de Bretton Woods (1944) consacraient le dollar comme monnaie de réserve mondiale, adossé à l'or et pivot du commerce international. Le dollar s'imposa comme pivot des transactions, dans le prolongement des accords de Bretton Woods, tandis que l'Europe, reconstruite mais durablement désarmée, évoluait sous protection stratégique américaine. Cette dépendance ne fut pas seulement militaire ; elle devint financière, industrielle et symbolique. Le

soft power américain — modes de consommation, standards culturels, industries culturelles, modèles de vie — accompagna ce mouvement, non comme le fruit d'un complot concerté, mais comme la conséquence mécanique d'une domination systémique. Un hégémon ne se contente pas de garantir la sécurité : il façonne l'environnement matériel, économique et mental dans lequel les autres acteurs sont contraints d'évoluer.

Dès lors, un principe directeur s'impose et ne sera jamais véritablement remis en cause : aucune puissance ne doit être autorisée à dominer l'Eurasie. La fragmentation du continent n'est pas un accident, ni une conséquence secondaire ; elle est une condition essentielle de la sécurité américaine. Maintenir des zones de friction, des rivalités régionales, des lignes de faille politiques est, du point de vue de Washington, un moindre mal face à la perspective d'un bloc continental unifié.

Cette logique, souvent présentée comme cynique ou propre à l'impérialisme américain, n'a pourtant rien d'exceptionnel. Elle relève d'un réalisme géopolitique classique, que l'histoire européenne a pratiqué bien avant Washington. La France elle-même en fournit un précédent majeur avec l'action du cardinal de Richelieu au XVII^{e} siècle.

Au cœur de la politique étrangère française sous Louis XIII, Richelieu identifie un danger existentiel : l'unification de l'Europe centrale sous domination des Habsbourg. Une Allemagne impériale unifiée, associée à l'Autriche et à l'Espagne, constituerait un bloc continental écrasant, encerclant la France et rendant sa survie politique et militaire incertaine. Face à cette menace, Richelieu adopte une stratégie d'une audace remarquable : bien que catholique et cardinal, il soutient activement les puissances protestantes lors de la guerre de Trente Ans afin d'affaiblir l'Empire des Habsbourg.

Il ne s'agit pas d'idéologie, encore moins de morale religieuse, mais de survie stratégique. La fragmentation de l'Europe centrale devient une nécessité vitale pour la France. Richelieu encourage la multiplication des États, l'autonomie des principautés, la division politique de l'espace germanique, précisément pour empêcher l'émergence d'un centre de gravité continental capable de dominer l'Europe.

Cette ligne stratégique ne disparaît pas avec Richelieu. Elle structure, sous des formes diverses, la politique française pendant près de deux siècles. Jusqu'à la proclamation de l'Empire allemand par Otto von Bismarck en 1871, la diplomatie française vise constamment à empêcher l'unification de l'espace germano-autrichien — qu'il s'agisse du Saint-Empire romain germanique, de l'Autriche des Habsbourg ou des projets d'unité allemande. La prééminence française en Europe repose précisément sur cette division. Ce parallèle éclaire crûment la politique américaine contemporaine. De la même manière que la France de Richelieu ne pouvait tolérer une Europe centrale unifiée sans mettre en péril sa propre existence, les États-Unis ne peuvent accepter l'émergence d'un bloc eurasiatique cohérent, associant l'Europe occidentale, la Russie et, potentiellement, l'Asie continentale. Une telle configuration rendrait la puissance maritime américaine structurellement secondaire.

Ainsi, la stratégie américaine de fragmentation de l'Eurasie n'est ni une aberration historique ni une perversité idéologique. Elle s'inscrit dans une tradition longue de la géopolitique des grandes puissances. Ce qui change, ce n'est pas la logique, mais l'échelle. Là où Richelieu pensait en termes européens, Washington raisonne à l'échelle planétaire.

C'est à cette lumière qu'il faut relire l'histoire de l'après-guerre froide, et en particulier les années 1990.

L'effondrement de l'Union soviétique est perçu en Occident comme une victoire totale, presque eschatologique. Pour la Russie, il s'agit d'un effondrement civilisationnel. Sous Boris Eltsine, l'État russe est économiquement ravagé, socialement disloqué, politiquement affaibli. Les réformes imposées, soutenues ou encouragées par les institutions occidentales ouvrent la voie à des privatisations sauvages, à l'émergence des oligarques et à une perte de souveraineté ressentie comme une humiliation nationale. Il n'existe pas, à proprement parler, de plan officiel américain visant à démembrer la Russie. Mais il serait naïf de nier l'existence de réflexions stratégiques, de scénarios prospectifs et d'analyses envisageant une Russie durablement affaiblie, fragmentée, réduite à un réservoir de ressources intégré à l'économie globale dominée par l'Occident. Pour

Moscou, la différence est mince. Une Russie fonctionnelle mais subordonnée n'est pas une option acceptable. Elle contredit l'histoire longue d'un État-continent qui s'est toujours pensé comme une puissance autonome.

La défiance occidentale à l'égard de la Russie ne naît néanmoins ni avec Vladimir Poutine, ni avec la guerre d'Ukraine, ni même avec la Guerre froide prise isolément ; elle plonge ses racines dans une rupture beaucoup plus ancienne, à la fois historique, politique, spirituelle et civilisationnelle. À l'origine, la Russie n'est nullement étrangère à l'Europe : elle en est une excroissance orientale, façonnée par le christianisme, héritière de Byzance, profondément marquée par les arts, les sciences, les mœurs et les structures politiques européennes. La christianisation de la Rus' de Kiev en 988, sous Vladimir le Grand, inscrit cet espace dans la chrétienté européenne. L'alphabet cyrillique, élaboré dès le IX^{e} siècle par les disciples de Cyrille et Méthode, en témoigne. Kiev et Novgorod précèdent Moscou, rappelant la communauté historique entre Russes, Ukrainiens et Biélorusses. Les tsars, et tout particulièrement Pierre le Grand, cherchèrent consciemment à inscrire la Russie dans la continuité européenne, en important ses architectes, ses ingénieurs, ses philosophes, son organisation militaire, et jusqu'à sa langue aristocratique, le français, parlée à la cour de Saint-Pétersbourg comme langue de civilisation. La Russie impériale s'européanise pleinement et s'insère au XIX^{e} siècle dans un réseau dynastique continental incarné par la reine Victoria. Les liens du sang scellaient cette parenté : le tsar Nicolas II et le roi d'Angleterre George V étaient cousins germains par leurs mères respectives (sœurs danoises) et se ressemblaient à s'y méprendre, comme deux gouttes d'eau — un fait souvent relevé par la presse et les cours européennes de l'époque, et qui illustrait l'intégration profonde de la dynastie Romanov dans le gotha européen. Nicolas II est cousin de George V ; l'Europe est alors gouvernée par une famille élargie.

Cette continuité fut brisée de manière brutale et irréversible par la Révolution bolchevique de 1917. En renversant le tsar Nicolas II et en l'assassinant avec toute sa famille, les bolcheviques ne se contentèrent pas de changer de régime : ils commirent, aux yeux de l'Europe traditionnelle comme de l'âme russe elle-même, une rupture sacrée. Le tsar n'était pas un simple chef d'État, mais l'oint de Dieu, le garant d'un ordre spirituel et symbolique millénaire. Son assassinat fut perçu comme une profanation, un crime métaphysique, qui arracha la Russie à son ordre ancien et la projeta dans une idéologie radicalement étrangère à son génie profond. Le bolchevisme, en rejetant Dieu, la tradition, la hiérarchie et l'héritage, substitua à l'orthodoxie une religion séculière artificielle, avec ses saints, ses rites et son dogme, mais cette greffe idéologique ne cicatrisa jamais complètement.

C'est à ce moment précis que naît la méfiance occidentale durable. La Russie bolchevique ne se contente pas de se retirer de la Première Guerre mondiale par le traité de Brest-Litovsk en 1918, libérant ainsi des centaines de milliers de soldats allemands qui iront combattre la France et le Royaume-Uni sur le front occidental ; elle apparaît aussi comme une trahison en pleine guerre mondiale, doublée d'une menace idéologique directe. Aux yeux des Alliés, la Russie cesse alors d'être un partenaire européen pour devenir à la fois un traître stratégique et un ennemi révolutionnaire, porteur d'un modèle susceptible de contaminer les sociétés occidentales elles-mêmes. Cette double perception — trahison militaire et danger idéologique — constitue le premier noyau de la haine durable.

La Seconde Guerre mondiale n'efface pas cette fracture, elle la suspend provisoirement. L'alliance entre l'URSS et l'Occident n'est jamais une alliance de confiance, mais une alliance de nécessité contre un ennemi commun. Dès la victoire acquise, la logique de confrontation reprend ses droits. Le discours de Fulton de 1946 marque symboliquement le moment où l'URSS est désignée comme l'ennemi principal du monde occidental, et où l'Europe se place définitivement sous le parapluie stratégique américain. La création de l'OTAN, sous leadership des États-Unis, institutionnalise cette hostilité et l'inscrit dans la durée. La Russie soviétique n'est plus perçue comme une puissance européenne différente, mais comme une altérité radicale, extérieure à la civilisation occidentale, à contenir, encercler et affaiblir.

Cette logique de confrontation, nourrie par la doctrine de l'endiguement et par les théories géopolitiques du Heartland et du Rimland, se transforme peu à peu en réflexe automatique. Lorsque l'URSS s'effondre en 1991, l'Occident commet, selon votre analyse, une erreur majeure et peut-être irréversible : au lieu de dissoudre l'OTAN, de réintégrer la Russie dans une architecture de sécurité européenne commune et de traiter Moscou comme un partenaire stratégique vaincu mais digne, il maintient les structures de confrontation, élargit l'Alliance atlantique vers l'Est et humilie une Russie exsangue. Cette humiliation est aggravée par le chaos des années Eltsine, la prédation oligarchique, l'effondrement économique et la sensation, profondément ancrée dans la mémoire russe, d'avoir été pillée et méprisée par un Occident triomphant.

L'arrivée de Vladimir Poutine au pouvoir marque une rupture nette. Là où certains à Washington imaginaient un successeur docile, ils découvrent un dirigeant obsédé par la restauration de l'État, le contrôle des ressources stratégiques et la reconquête de la souveraineté perdue. Dès lors, la collision devient inévitable. Ce que l'Occident perçoit comme un autoritarisme agressif, la Russie l'interprète comme une défense existentielle. Dès lors, la « haine du russe » n'est plus seulement idéologique : elle devient structurelle. Elle est entretenue par les États-Unis, qui n'ont aucun intérêt à voir émerger un axe euro-russe capable de constituer un pôle continental autonome, affranchi de la tutelle américaine. La Russie est maintenue à distance de l'Union européenne, rejetée comme partenaire potentiel, tout en restant indispensable comme fournisseur énergétique, ce qui crée une relation schizophrène, fondée sur l'utilité économique et le rejet politique.

Dans ce contexte, toute perspective de rapprochement structurel entre l'Europe et la Russie représente un danger majeur pour l'architecture stratégique américaine. Une Europe occidentale adossée aux ressources russes, énergétiquement autonome, économiquement intégrée au continent eurasiatique, constituerait un pôle de puissance capable d'échapper à la tutelle atlantique. À ce point du raisonnement, l'épisode des gazoducs Nord Stream surgit comme un symptôme plus que comme une preuve (Voir carte page suivante). Le 26 septembre 2022, des explosions ont endommagé Nord Stream 1 et Nord Stream 2 près de Bornholm ; le Danemark et la Suède ont confirmé l'acte de sabotage, puis ont clos leurs investigations faute de base procédurale permettant d'aboutir à des poursuites, sans désigner publiquement un responsable, tandis que l'enquête allemande, elle, s'est poursuivie. Or cette enquête allemande a, depuis, exploré la piste d'un commando lié à des ressortissants ukrainiens : mandats d'arrêt, demandes d'extradition, procédures judiciaires —autant d'éléments qui ne valent pas condamnation définitive, mais qui suffisent à rappeler une chose : l'Europe, sur son propre sol stratégique, a vu se produire un acte décisif, dont l'effet mécanique fut de rendre plus improbable, plus coûteux, plus politiquement toxique tout rapprochement énergétique russo-européen. Il n'est pas nécessaire, pour comprendre le sens géopolitique de l'événement, d'en décréter le commanditaire ; il suffit de constater que l'Europe en a supporté l'une des conséquences principales. Cette hypothèse, qu'elle soit explicitement formulée ou non, est politiquement découragée. Le refus d'un véritable partenariat stratégique euro-russe, notamment au cours des années Merkel, s'inscrit dans cette logique. L'Allemagne, pivot économique de l'Union européenne, joue alors un rôle ambigu, oscillant entre dépendance énergétique russe et alignement stratégique occidental, sans jamais assumer jusqu'au bout la perspective d'une autonomie continentale.

Les Balkans offrent un précédent révélateur. Dans les années 1990, l'intervention occidentale, marquée par des décisions unilatérales — notamment allemandes — et par un contournement assumé du droit international, laisse une empreinte durable à Moscou. Pour les Russes, ce moment consacre une vérité brutale : le droit ne s'applique que lorsqu'il sert les intérêts des puissants. Lorsque ceux-ci décident d'agir, les normes s'effacent. Cette leçon ne sera jamais oubliée.

Cette rupture historique et stratégique fut doublée d'un phénomène tout aussi structurant, quoique moins visible : la fabrication culturelle de l'ennemi russe par le soft power occidental. Il ne s'agissait pas de construire une opinion rationnelle, mais d'installer un réflexe émotionnel. On n'argumente plus contre le Russe ; on le redoute, on le rejette, on l'associe spontanément à la menace.

LEGENDE

•Nord Stream 1 en rouge : Gazoduc reliant la Russie à l'Allemagne via la mer Baltique
•Nord Stream 2 en beige : Gazoduc parallèle, destiné à doubler la capacité d'exportation
•Points de rupture observés (septembre 2022)
•Zones économiques exclusives (ZEE)
•Principaux États riverains de la mer Baltique

(La destruction partielle des gazoducs Nord Stream a eu pour effet mécanique de rendre durablement plus coûteux, plus risqué et politiquement toxique tout rapprochement énergétique entre la Russie et l'Europe occidentale.)

À partir du début de la Guerre froide, les États-Unis déploient un soft power d'une ampleur inédite, dont l'un des effets majeurs est la fabrication d'un imaginaire binaire du monde : le camp du Bien contre le camp du Mal. Dans ce récit, la figure du Russe devient progressivement un archétype négatif. Le cinéma hollywoodien, la télévision, puis plus tard le jeu vidéo et les industries culturelles de masse diffusent, de manière répétée et souvent caricaturale, l'image d'un Russe brutal, autoritaire, froid, menaçant — un antagoniste récurrent, interchangeable, presque abstrait.
Des productions emblématiques comme Rocky IV, Rambo, ou plus largement toute une série de films d'action des années 1980 et 1990, ancrent durablement cette représentation dans l'imaginaire occidental. Le Russe n'y est pas un personnage historique situé, mais une fonction narrative : celle de l'ennemi. Cette répétition, sur plusieurs décennies, agit à un niveau infra-conscient.
Ce conditionnement ne se limite pas au cinéma. Il s'est prolongé, amplifié et modernisé à travers l'industrie vidéoludique, devenue l'un des vecteurs culturels les plus puissants du monde contemporain. Des franchises mondialement diffusées comme Metal Gear Solid ou Call of Duty, vendues à des dizaines, parfois à des centaines de millions d'exemplaires, ont joué un rôle central dans la fixation de l'image du Russe comme ennemi structurel. Dans ces univers interactifs, la Russie — ou ses avatars à peine déguisés — apparaît presque systématiquement comme l'antagoniste principal ou secondaire : services secrets opaques, généraux brutaux, États autoritaires menaçant l'équilibre mondial. Le joueur n'analyse pas cette représentation ; il l'incarne, il la vit, il la répète. Le conflit devient expérience. L'ennemi n'est plus seulement montré, il est combattu, abattu, neutralisé, parfois des milliers de fois, dans un cadre ludique qui rend cette violence symboliquement acceptable, voire gratifiante.
L'effet est considérable. Là où le cinéma suggère, le jeu vidéo immerge. Là où le discours politique tente de convaincre, le jeu habitue. Des générations entières ont ainsi grandi en intégrant, sans débat ni contradiction, l'association réflexe entre la Russie et la menace, entre le Russe et l'ennemi. Il en résulte une situation paradoxale mais essentielle à comprendre : lorsque survient un conflit réel impliquant la Russie, l'opinion publique occidentale n'entre pas dans l'événement vierge de toute représentation. Elle y entre déjà préparée, conditionnée, orientée. La guerre n'apparaît pas comme un drame historique complexe, mais comme la confirmation d'un récit appris de longue date. L'ennemi est déjà connu. Il a déjà un visage, une voix, un rôle. Il ne reste plus qu'à l'actualiser.
Ce soft power ne se limite pas à l'Europe occidentale. Il inonde également des sociétés extrêmement réceptives à la culture populaire américaine, comme le Japon et la Corée du Sud. Il n'est pas anodin de constater que nombre d'œuvres majeures de la pop culture japonaise contemporaine ont intégré, parfois inconsciemment, des schémas narratifs, esthétiques et idéologiques issus du cinéma américain. Dragon Ball Z, par exemple, dans sa saga des cyborgs et des futurs dystopiques, s'inspire très directement de Terminator, l'un des plus grands blockbusters américains de la fin de la Guerre froide. Le personnage de Trunks évoque clairement John Connor, tandis que Bulma rappelle Sarah Connor. Même Son Goku, pourtant inspiré à l'origine de la figure chinoise de Sun Wukong, se voit progressivement réécrit selon une trajectoire héroïque largement calquée sur celle de Superman — super-héros américain par excellence, lui-même inspiré de figures messianiques chrétiennes.
Ce phénomène n'est pas anecdotique. Il montre comment la culture américaine, en se diffusant mondialement, restructure les récits, les archétypes et les figures du Bien et du Mal bien au-delà de son propre espace civilisationnel. La Russie, dans ce cadre, n'est plus perçue à travers son histoire réelle, sa profondeur culturelle ou ses contradictions internes, mais à travers un prisme narratif simplifié, hérité de décennies de confrontation idéologique.
Ainsi, la « haine du russe » contemporaine ne relève pas uniquement de décisions politiques ou de stratégies militaires. Elle est aussi le produit d'une imprégnation culturelle de longue durée, qui a façonné des générations entières à percevoir la Russie comme une menace naturelle, presque intuitive, avant même toute analyse rationnelle. Cette construction mentale, antérieure à toute connaissance historique, rend la rupture russo-occidentale difficile à réparer : elle ne se situe pas seulement dans les chancelleries, mais dans les imaginaires collectifs.

Les événements de Maïdan en 2014, l'instrumentalisation de l'Ukraine comme zone tampon et l'élargissement constant de l'OTAN jusqu'aux frontières russes sont perçus à Moscou non comme des choix souverains isolés, mais comme l'aboutissement logique d'une stratégie occidentale visant à encercler et affaiblir durablement la Russie. Ainsi, selon votre lecture, la haine contemporaine du russe n'est ni spontanée ni morale : elle est le produit d'un siècle de ruptures accumulées, d'incompréhensions mutuelles, de trahisons perçues, d'idéologies incompatibles et de calculs géopolitiques américains qui ont constamment opposé l'Europe à la Russie, alors même que leur rapprochement aurait pu garantir une stabilité continentale durable. La Russie, rejetée, humiliée et diabolisée, s'est progressivement détournée de l'Europe pour se tourner vers la Chine, scellant une alliance qui constitue aujourd'hui l'un des plus grands échecs stratégiques de l'Occident moderne.
Ainsi, loin d'être une rupture radicale, la politique américaine actuelle s'inscrit dans une continuité doctrinale impressionnante. La rhétorique change, les justifications évoluent, mais l'objectif demeure : empêcher l'émergence d'un pôle continental eurasiatique capable de contester la suprématie maritime. Comprendre cela, c'est comprendre pourquoi certaines lignes rouges existent, pourquoi certaines régions concentrent les tensions, et pourquoi la Russie, la Chine et les États-Unis se retrouvent inévitablement engagés dans une rivalité structurelle. C'est également comprendre pourquoi l'Europe, en renonçant à penser sa propre puissance, s'est progressivement condamnée à devenir un simple espace de transit stratégique, dépendant des choix d'autrui. L'histoire n'a pas disparu. Elle s'est seulement tue un temps. Elle revient aujourd'hui avec une rigueur implacable.

CHAPITRE III

Isolationnisme américain : mythe, oscillation ou retour aux sources

L'idée selon laquelle les États-Unis seraient, par nature, une puissance vouée au leadership mondial relève d'une illusion rétrospective, nourrie par l'expérience récente plus que par l'histoire longue. L'Amérique « gendarme du monde » n'est pas la norme de la trajectoire américaine ; elle en est l'exception. Ce que beaucoup prennent aujourd'hui pour un reniement, voire une trahison de l'ordre international, correspond en réalité à un retour vers un mouvement ancien, profond, presque organique : l'oscillation permanente entre retrait continental et engagement extérieur contraint.

Durant tout le XIX^{e} siècle, l'isolationnisme constitue l'état naturel de la politique étrangère américaine. La doctrine Monroe, formulée dès 1823, en fournit la matrice intellectuelle : protéger l'hémisphère occidental de toute intrusion européenne, refuser l'enchevêtrement des alliances du Vieux Continent, et concentrer l'énergie nationale sur l'expansion intérieure. Cette posture n'est ni faiblesse ni naïveté, mais stratégie de puissance. Les États-Unis savent que leur géographie — deux océans, un territoire continental immense, des ressources abondantes — constitue un rempart plus solide que n'importe quel traité.

Cette doctrine ne fut pas seulement déclarative ; elle fut appliquée avec une brutalité cohérente. En 1823, le président James Monroe et son secrétaire d'État John Quincy Adams établissent clairement la règle : l'hémisphère occidental est désormais une sphère d'influence exclusive américaine. Toute tentative de colonisation européenne sera considérée comme un acte hostile. Cette proclamation unilatérale n'était pas adossée à une puissance militaire écrasante — la marine américaine de l'époque reste modeste —, mais à la conviction que la Grande-Bretagne, soucieuse de briser le monopole commercial espagnol, ferait le travail à sa place. Londres devint ainsi, involontairement, le garant naval de la doctrine Monroe. L'Amérique posait les principes ; la Royal Navy en assurait l'application. Cette asymétrie révèle une constante de la diplomatie américaine : proclamer des principes universels tout en s'appuyant sur les réalités du rapport de force existant.

Cette logique est renforcée par l'avertissement inaugural de George Washington, qui mettait en garde contre les alliances permanentes, perçues comme autant de chaînes susceptibles d'entraver la liberté d'action de la jeune République. **Dans son discours d'adieu de 1796, Washington pose les fondements de ce qui deviendra l'orthodoxie stratégique américaine pour plus d'un siècle : « La grande règle de conduite pour nous, en ce qui concerne les nations étrangères, est d'étendre nos relations commerciales avec elles, mais d'avoir avec elles aussi peu de liens politiques que possible.

» Cette méfiance envers les « entanglements » européens — leurs guerres dynastiques, leurs rivalités complexes, leurs traités changeants — n'est pas le fruit d'un idéalisme naïf, mais d'un calcul froid. L'Amérique se pense alors comme une forteresse continentale, tournée vers elle-même, absorbée par la conquête de l'Ouest, la pacification violente des territoires amérindiens, et la consolidation de son marché intérieur. Abraham Lincoln lui-même affirmait que nul ennemi extérieur ne pourrait abattre les États-Unis ; seule une fracture interne, une guerre civile, pourrait y parvenir — intuition tragiquement confirmée par la guerre de Sécession.

L'entrée tardive des États-Unis dans la Première Guerre mondiale ne rompt pas fondamentalement cette tradition. Elle est perçue comme une parenthèse imposée par les circonstances, non comme une conversion durable au rôle de puissance globale. Sitôt le conflit achevé, Washington refuse d'adhérer à la Société des Nations, pourtant portée par son propre président, et retourne à une posture de retrait. Le Sénat, dominé par les républicains isolationnistes, rejette le traité de Versailles en novembre 1919 par 55 voix contre 39. Le motif n'est pas seulement partisan ; il est constitutionnel et philosophique. Les sénateurs, menés par Henry Cabot Lodge, refusent que les États-Unis s'engagent par l'article 10 du pacte à « respecter et préserver contre toute agression extérieure l'intégrité territoriale et l'indépendance politique de tous les membres de la Société ». Pour eux, cette clause transfère le pouvoir de déclarer la guerre du Congrès à un organe international. L'Amérique de l'entre-deux-guerres, marquée par la crise de 1929 et un profond pacifisme, vote même une série de Neutrality Acts (1935-1939) interdisant la vente d'armes et l'octroi de prêts à tout belligérant. Cette législation, motivée par l'enquête Nye sur le rôle des « marchands de canons » dans l'entrée en guerre de 1917, rendra presque impossible le soutien à la France et au Royaume-Uni face à Hitler jusqu'en 1939. L'océan demeure, dans l'imaginaire stratégique américain, une protection suffisante. Même l'existence de l'Union soviétique, pourtant géographiquement proche via l'Alaska, ne suffit pas à dissiper cette conviction.

C'est Pearl Harbor qui brise brutalement cet imaginaire. Le traumatisme est immense. Pour la première fois, la distance ne protège plus. Le territoire américain est frappé directement, et avec lui s'effondre l'illusion d'une sécurité naturelle garantie par la géographie. À partir de ce moment s'ouvre une phase entièrement nouvelle : celle du leadership structurant. Roosevelt puis Truman ne se contentent plus de défendre l'Amérique ; ils entreprennent de façonner l'ordre international lui-même.

Cette transformation ne fut pas immédiate ni linéaire. Franklin D. Roosevelt lui-même, bien que convaincu de la nécessité d'un engagement américain contre les puissances de l'Axe, dut manœuvrer avec prudence face à une opinion publique et un Congrès encore largement isolationnistes. Le prêt-bail (Lend-Lease Act) de mars 1941, qui permit de soutenir le Royaume-Uni puis l'URSS sans entrer officiellement en guerre, fut présenté comme un moyen de « garder l'Amérique en dehors du conflit » tout en assurant la défaite des dictatures. Ce n'est que l'attaque surprise du 7 décembre 1941 qui permit de réaliser l'unité nationale. L'après-guerre, cependant, ne signifia pas un retour à l'isolationnisme. Au contraire : le souvenir de Pearl Harbor, combiné à la menace soviétique perçue comme existentielle, créa un consensus bipartisan en faveur d'un engagement permanent. Le sénateur républicain Arthur Vandenberg, ancien isolationniste de premier plan, opéra une conversion spectaculaire et déclara en 1945 : « Les océans ne sont plus nos frontières. »

Les institutions issues de l'après-guerre — Organisation des Nations Unies, système de Bretton Woods, Plan Marshall, OTAN, alliances asiatiques — ne relèvent pas d'un idéalisme abstrait, mais d'une nécessité stratégique perçue comme existentielle : empêcher l'émergence d'un bloc eurasiatique hostile capable de contester la puissance maritime américaine. La guerre froide fige cette posture et la transforme en consensus bipartisan. L'Amérique doit être présente partout où sa sécurité peut être indirectement menacée. C'est le basculement décisif : pour la première fois dans l'histoire, un État devient le pilier central du système international.

Ce consensus, pourtant, ne fut jamais total. Dès les années 1950, une aile du Parti républicain, incarnée par le sénateur Robert Taft, continua de dénoncer l'OTAN comme une « alliance étrangère

permanente » contraire à l'esprit des Pères fondateurs. La guerre du Vietnam provoqua une fracture profonde, ravivant les instincts isolationnistes. Le président Richard Nixon, bien que réaliste et engagé dans la détente, dut tenir compte de la « majorité silencieuse » épuisée par les guerres lointaines. Cette tension entre l'impératif de leadership et la tentation du repli constitue la trame souterraine de toute la politique étrangère américaine depuis 1945.

La fin de l'Union soviétique en 1991 ne met pas fin à cette posture ; elle la prolonge artificiellement. Privés d'adversaire structurant, les États-Unis entrent dans une phase d'euphorie stratégique. Convaincus que l'histoire est achevée, que leur modèle est universel et incontestable, ils cessent progressivement de hiérarchiser leurs priorités. L'hyperpuissance se croit illimitée. Elle pense pouvoir transformer des régimes, remodeler des régions entières, exporter la démocratie comme un produit standardisé.

C'est là que se situe la véritable rupture. Ce moment unipolaire, que toute une génération a pris pour une normalité, n'était en réalité qu'une parenthèse historique. Une parenthèse coûteuse, usante, et intellectuellement désorientante. Les interventions se multiplient, les objectifs deviennent flous, les engagements s'étirent sans fin. L'Amérique s'épuise dans des opérations périphériques qui ne renforcent en rien sa sécurité réelle, tandis que ses alliés, notamment européens, se replient dans le confort du « dividende de la paix ».

Les chiffres sont éloquents. Entre 2001 et 2021, les États-Unis ont dépensé plus de 8 000 milliards de dollars dans les seules guerres d'Afghanistan, d'Irak et de Syrie, selon les calculs du projet « Costs of War » de l'université Brown. Ces conflits ont causé la mort de plus de 7 000 soldats américains, et plusieurs centaines de milliers de civils locaux. En parallèle, la part des dépenses militaires dans le PIB est passée d'un pic de 9,7 % en 2010 à environ 3,5 % en 2023. Cette diminution relative, combinée à l'émergence de la Chine, a créé ce que les stratèges appellent le « dilemme des deux guerres » : l'armée américaine est-elle encore capable de mener simultanément deux conflits majeurs dans deux théâtres différents ? La réponse, selon le Pentagone lui-même, est devenue incertaine.

Le retour du discours isolationniste, incarné d'abord par Donald Trump puis formalisé dans la nouvelle stratégie américaine, ne surgit donc pas du néant. Il s'inscrit dans une continuité profonde. America First n'est pas une rupture idéologique, mais un rappel brutal d'une question que Washington avait cessé de se poser : pourquoi sommes-nous partout, et à quel prix ? L'alternance entre retrait et engagement n'est pas une anomalie ; elle est le rythme même de l'histoire américaine.

Cette oscillation se nourrit d'un clivage géographique et sociologique durable. Les régions côtières, globalisées, tournées vers le commerce international et les industries high-tech, tendent à soutenir l'engagement international. Le « cœur » du pays — le Midwest, les zones rurales, l'industrie manufacturière traditionnelle — est beaucoup plus sceptique, voyant dans les guerres lointaines un gaspillage de sang et d'argent au profit d'élites déconnectées. Ce fossé, exploité par Trump en 2016, explique la volatilité de la politique étrangère américaine : chaque alternance peut désormais remettre en cause les engagements de l'administration précédente.

La question n'est donc pas de savoir si l'Amérique « abandonne le monde », mais si elle met fin à une exception devenue insoutenable. Ce qui se joue ici n'est pas un caprice politique, mais la tentative de refermer une parenthèse ouverte en 1941 et prolongée artificiellement après 1991. Reste à savoir si ce retour aux sources peut s'opérer sans provoquer de déséquilibres majeurs — et si les alliés, habitués à la protection gratuite, sauront survivre à la fin de cette illusion.

L'histoire américaine, finalement, obéit à un pendule stratégique. Après chaque phase d'expansion et d'engagement intense survient une phase de contraction et de recentrage. Le pays oscille entre la tentation de façonner le monde et le désir de se préserver du monde. Ce qui paraît aujourd'hui comme un « repli » n'est, à l'échelle du siècle, que le retour du balancier. La vraie question n'est pas de savoir si les États-Unis vont se retirer, mais sous quelle forme et à quel rythme ce mouvement va s'opérer — et quelles forces, intérieures et extérieures, viendront le perturber ou l'accélérer.

CHAPITRE IV

L'ingérence, la guerre clandestine et l'échec du ***nation-building***

Si l'histoire officielle de la puissance américaine se raconte volontiers à travers les institutions, les alliances et les grandes déclarations de principes, son histoire réelle s'écrit tout autant dans l'ombre. Depuis la guerre froide, l'ingérence clandestine constitue l'un des instruments centraux — et les plus constants — de la politique étrangère des États-Unis. Elle n'est ni accidentelle ni marginale : elle est structurelle.

Dès les années 1950, la CIA devient le bras armé discret de la stratégie d'endiguement. L'objectif n'est pas tant de conquérir que d'empêcher, non d'annexer mais d'orienter, de neutraliser, de fragmenter. L'Iran en 1953, le Guatemala en 1954, le Congo dans les années 1960, le Chili en 1973 : la liste est longue, documentée, désormais incontestable. À chaque fois, la logique est identique : prévenir l'émergence d'un pouvoir jugé hostile, instable ou susceptible de basculer dans une sphère d'influence concurrente.

Mais cette liste n'est que la partie émergée de l'iceberg. Les archives déclassifiées et les travaux d'historiens comme William Blum (Killing Hope) ou Stephen Kinzer (Overthrow) révèlent un tableau bien plus vaste. Entre 1947 et 1989, les États-Unis sont intervenus secrètement ou ouvertement pour influencer, déstabiliser ou renverser des gouvernements dans au moins 70 pays. L'opération PBSUCCESS au Guatemala (1954) sert de prototype : face au président démocratiquement élu Jacobo Árbenz, qui osait mener une réforme agraire touchant les intérêts de l'United Fruit Company (dont les administrateurs comprenaient le directeur de la CIA Allen Dulles), Washington organisa un coup d'État via une armée clandestine entraînée au Honduras, installant une dictature militaire qui plongea le pays dans des décennies de guerre civile. Le motif invoqué était la « menace communiste » ; l'enjeu réel était la défense d'intérêts économiques privés. Ce schéma — menace idéologique brandie, intérêts économiques réels, renversement par proxy — deviendra une constante.

Cette logique du "régime change" par la force directe n'a pas disparu avec la fin de la guerre froide ; elle s'est modernisée. En décembre 1989, l'opération "Just Cause" au Panama voit 27 000 soldats américains envahir le pays pour capturer le général Manuel Noriega, ancien agent de la CIA devenu gênant. Le prétexte ? Lutte contre le narcotrafic. L'enjeu réel ? Reprendre le contrôle du canal de Panama à l'approche de sa rétrocession. Noriega fut emmené en Floride, jugé et emprisonné aux États-Unis — un précédent saisissant où Washington se fait juge, geôlier et bourreau d'un chef d'État souverain. Cette opération, dont le nom sera plus tard repris pour un jeu vidéo où l'on

incarne un agent de la CIA, Rico Rodriguez, chargé de faire tomber à lui seul des pouvoirs en place (Just Cause), illustre la banalisation culturelle de l'interventionnisme armé. Cette pratique resurgit aujourd'hui avec le Venezuela : en mars 2020, le Département d'État américain annonce une prime de 15 millions de dollars pour la capture de Nicolás Maduro, accusé de "narco-terrorisme". Le scénario est identique : criminaliser le leader, justifier une intervention, et "run Venezuela" selon le mot d'un conseiller de Trump. Le silence assourdissant de la "communauté internationale" face à cette violation flagrante du droit international (invasion, kidnapping, prime sur la tête d'un président élu) rappelle une vérité crue : le droit ne s'applique qu'aux faibles. La doctrine Monroe, réactualisée, permet à Washington de traiter l'hémisphère occidental comme sa chasse gardée, où la souveraineté des États n'est qu'une formalité révocable à tout moment.

Ces opérations atteignent souvent leurs objectifs immédiats. Les régimes tombent, les équilibres basculent, les intérêts américains sont momentanément préservés. Mais elles produisent presque toujours un effet différé, plus profond, plus corrosif : un ressentiment durable, un anti-américanisme structurel, et parfois un retour de flamme historique. La révolution islamique iranienne de 1979 en est l'exemple le plus éclatant : une ingérence victorieuse à court terme, catastrophique à long terme.

L'opération Ajax en Iran (1953) mérite qu'on s'y attarde, car elle contient en germe tous les échecs futurs. Le Premier ministre Mohammad Mossadegh, élu démocratiquement, avait nationalisé l'industrie pétrolière iranienne, jusqu'alors contrôlée par la Anglo-Iranian Oil Company (future BP). Londres, exaspéré, convainquit Washington que Mossadegh ouvrait la voie aux communistes. La CIA, dirigée par Allen Dulles, et le MI6 britannique lancèrent une opération complexe de subversion : financement d'hommes de main et de milices, campagnes de presse calomnieuses, achat de politiciens et de militaires, organisation de manifestations violentes. Mossadegh fut renversé, le shah Mohammad Reza Pahlavi, monarchie absolue, fut restauré. Washington obtint ce qu'il voulait : 40 % du consortium pétrolier iranien pour les compagnies américaines. Mais le prix fut exorbitant : vingt-cinq ans de dictature brutale, une modernisation forcée qui heurta les traditions, et finalement une révolution islamique qui installa un régime anti-occidental toujours au pouvoir aujourd'hui. La CIA elle-même reconnaît dans ses mémoires internes que l'opération « créa un précédent dangereux » et « alimenta un ressentiment profond ».

À partir des années 2000, cette logique change d'échelle. L'ingérence ne se contente plus de coups d'État discrets ou de manipulations politiques indirectes. Elle se mue en un projet infiniment plus ambitieux — et infiniment plus risqué : le nation-building. Portés par une idéologie néoconservatrice persuadée de l'universalité du modèle occidental, les États-Unis tentent de transformer en profondeur des sociétés entières. L'Afghanistan et l'Irak deviennent les laboratoires de cette illusion.

Le nation-building américain repose sur une série de présupposés erronés. Premier postulat : toutes les sociétés aspirent secrètement à la démocratie libérale à l'occidentale. Deuxième postulat : il suffit de renverser un régime autoritaire pour que cette aspiration s'exprime naturellement. Troisième postulat : les institutions peuvent être importées et greffées indépendamment de l'histoire, de la culture et des structures sociales locales. L'Afghanistan fut l'école de cette naïveté. Après avoir renversé les talibans en 2001, Washington dépensa plus de 145 milliards de dollars pour « reconstruire » le pays. Des milliards furent gaspillés dans des projets fantômes, détournés par la corruption, ou investis dans une armée nationale afghane qui s'effondrera en quelques jours face aux talibans en août 2021. L'armée américaine forma plus de 300 000 soldats afghans, mais négligea leur motivation, leur loyauté et leur cohésion ethnique. Le résultat fut une force coûteuse, peu motivée, et souvent plus fidèle à ses chefs de clan qu'à l'État central de Kaboul.

Le résultat est sans appel. Malgré des moyens militaires, financiers et technologiques colossaux, l'Afghanistan s'effondre dans un chaos durable, et l'Irak demeure l'un des États les plus instables du monde contemporain. Ces échecs révèlent une vérité brutale : la supériorité militaire ne confère pas la capacité de structurer politiquement des sociétés fracturées. On peut renverser un régime ; on ne reconstruit pas une nation par décret, encore moins par bombardement.

L'échec le plus symbolique de cette période est sans doute la bataille de Mogadiscio en octobre 1993 — "la chute du faucon noir". Une opération de capture de seigneurs de guerre somaliens tourne au désastre : 18 soldats américains tués, un pilote capturé, des centaines de Somaliens morts. La retraite américaine qui suit marque un tournant psychologique : Washington découvre que sa supériorité technologique est vulnérable à la guerre de rue et à la détermination populaire. L'ironie tragique est que cet échec fut ensuite réécrit par Hollywood (La Chute du faucon noir, 2001) en épopée héroïque, transformant une défaite stratégique en récit de sacrifice glorieux — une illustration parfaite de la capacité américaine à recycler ses échecs en mythes mobilisateurs, tout en passant sous silence les violations du droit international (invasion, raids nocturnes, pertes civiles massives) commises au nom de la "restauration de l'ordre".

L'Irak illustre un échec encore plus profond. L'invasion de 2003 fut justifiée par des armes de destruction massive qui n'existaient pas, et par des liens avec Al-Qaïda qui étaient imaginaires. Mais l'erreur stratégique majeure fut la décision du proconsul américain Paul Bremer de dissoudre l'armée irakienne (ordre n°2) et de lancer une débaasification massive (ordre n°1). Du jour au lendemain, 400 000 soldats entraînés et armés se retrouvèrent au chômage, humiliés, sans perspective. Des milliers d'administrateurs expérimentés furent exclus de la fonction publique. Ce double choc créa le terreau parfait pour l'insurrection sunnite, puis pour l'émergence d'Al-Qaïda en Irak, précurseur de l'État islamique. Washington avait détruit l'État sans avoir de plan pour le remplacer. Le coût humain fut abyssal : entre 200 000 et 600 000 civils irakiens tués selon les estimations, 4 500 soldats américains morts, et plus de 32 000 blessés. Le coût financier dépasse les 2 000 milliards de dollars. Et le résultat géopolitique fut l'exact inverse de l'objectif annoncé : l'Iran, ennemi désigné, vit son influence décuplée en Irak grâce aux milices chiites qu'il arma et finança.

Ces expériences mettent également en lumière l'émergence d'une forme de conflictualité que l'Amérique elle-même a contribué à généraliser : la guerre de quatrième génération. Une guerre sans front clair, sans bataille décisive, sans armée régulière identifiable. Une guerre diffuse, enracinée localement, où l'adversaire absorbe la violence, la recycle, et la transforme en usure politique. Du Vietnam à l'Irak, de l'Afghanistan à la Syrie, l'hyperpuissance technologique se heurte à des acteurs insaisissables, capables de survivre précisément parce qu'ils ne cherchent pas la victoire militaire classique.

Pour saisir la rupture que constitue cette conflictualité contemporaine, il faut revenir à la théorie polémologique des "générations de la guerre". La première génération (XVIII^{e}-XIX^{e} siècles) est celle de la guerre de ligne et de masse : armées régulières, formations rigides, affrontement symétrique et total. La victoire s'obtient par la destruction physique de l'armée adverse — perdre l'armée, c'est perdre l'État. La guerre franco-prussienne (1870) en est l'archétype.

La deuxième génération émerge avec la Première Guerre mondiale : guerre industrielle d'usure, où la puissance de feu et la capacité logistique priment. Il ne s'agit plus de manœuvrer, mais d'épuiser. La victoire est quantitative, non qualitative.

La troisième génération réagit à cette logique d'attrition en privilégiant vitesse, surprise et désarticulation du commandement. Le Blitzkrieg allemand en est la forme la plus connue, mais non la seule : l'objectif n'est plus la destruction, mais la dislocation du système adverse. L'ennemi reste l'armée ; les civils ne sont qu'un moyen de déstabilisation.

La quatrième génération, celle qui émerge pleinement depuis les années 1990, opère une rupture radicale : la société devient le champ de bataille, et le régime la cible. L'ennemi n'est plus l'armée, ni même le territoire ; c'est la légitimité politique du pouvoir en place. La victoire ne passe plus par la bataille décisive, mais par l'effondrement interne présenté comme endogène. La Libye (2011) en est le cas d'école réussi : une coalition internationale légitime l'intervention en appuyant des "rebelles démocratiques" pour renverser Kadhafi, présenté comme un tyran illégitime. La Syrie, où la même stratégie a échoué face à un État plus résilient, en montre les limites. Dans cette grammaire, la guerre n'est plus déclarée ; elle est déniée. La violence est externalisée à des proxies, la communication l'emporte sur la manœuvre, et le récit médiatique devient une arme plus décisive que les divisions blindées.

Le Vietnam fut le premier grand conflit de ce type. Face à l'armée la plus puissante du monde, le Vietcong et l'armée nord-vietnamienne adoptèrent une stratégie d'usure et de légitimité politique. Ils ne cherchaient pas à gagner des batailles conventionnelles, mais à rendre l'occupation américaine intenable en termes de coûts, de pertes et d'image. Le tournant fut l'offensive du Têt en 1968 : une défaite militaire tactique pour le Nord, mais une victoire politique stratégique qui convainquit l'opinion publique américaine que la guerre était sans issue. Cette leçon fut retenue et adaptée par tous les adversaires asymétriques suivants. En Irak, l'insurrection utilisa les engins explosifs improvisés (IED) pour infliger des pertes régulières et usantes. En Afghanistan, les talibans se fondirent dans la population, contrôlant la nuit et les zones rurales, laissant les forces de la coalition maîtresses du jour et des villes. Dans les deux cas, le critère de victoire n'était pas militaire, mais temporel : tenir plus longtemps que la volonté politique américaine.

Dans ce type de conflit, la force devient paradoxalement un handicap. Chaque frappe nourrit la résistance qu'elle prétend écraser. Chaque intervention alimente la légitimité de l'adversaire. La guerre cesse d'être un moyen d'imposer un ordre ; elle devient un facteur de dissolution permanente.

Cette dynamique s'est accentuée avec la révolution de l'information. Les drones Predator et Reaper permettent des fraises chirurgicales, mais chaque « cible éliminée » génère des martyrs, radicalise des familles, et alimente la propagande ennemie. La guerre se médiatise en temps réel : les erreurs (comme les frappes de drones sur des mariages ou des funérailles) sont instantanément diffusées, sapant la légitimité morale de l'intervenant. L'adversaire asymétrique comprend qu'il peut perdre sur le terrain militaire tout en gagnant la bataille des récits. C'est précisément ce qui s'est produit avec l'État islamique : militairement défait en 2019, il a survécu idéologiquement et conserve une capacité de nuisance via des cellules dormantes et une propagande en ligne.

C'est dans ce contexte que l'ingérence américaine, autrefois perçue comme un outil rationnel de stabilisation stratégique, apparaît désormais comme un mécanisme d'auto-affaiblissement. Les gains tactiques s'accumulent, mais la cohérence stratégique s'érode. L'État américain découvre qu'il a su déstabiliser des régions entières sans jamais parvenir à les pacifier, ni même à sécuriser durablement ses propres intérêts.

La Syrie offre un cas d'école de cette impuissance devenue systémique. Après avoir appelé en 2011 à la chute de Bachar al-Assad, Washington a soutenu une myriade de groupes rebelles, dont certains se sont avérés être des jihadistes liés à Al-Qaïda. Les frappes aériennes de la coalition, les opérations des forces spéciales, et le soutien aux Kurdes des YPG ont créé un imbroglio où les États-Unis combattaient à la fois l'État islamique et le régime syrien, tout en s'opposant à la Turquie (membre de l'OTAN) et en coexistant avec la Russie et l'Iran. Le résultat après plus de dix ans de conflit ? Assad consolidé grâce à Moscou et Téhéran, la Turquie ennemie des Kurdes américains, et des régions entières du pays sous contrôle de milices rivales. L'ingérence a produit non pas un nouvel ordre, mais un chaos pérennisé.

Ainsi se referme un cycle : celui d'une puissance convaincue qu'elle pouvait façonner le monde à son image, et qui découvre, au terme de décennies d'ingérences et de guerres indirectes, que la transformation forcée des sociétés est une entreprise vaine — et souvent contre-productive. Ce constat, longtemps refoulé, constitue l'un des soubassements silencieux de la rupture stratégique qui s'annonce.

Cette prise de conscience tardive pose une question fondamentale pour l'avenir : les États-Unis sauront-ils tirer les leçons de ces échecs ? Ou, à l'inverse, le réflexe interventionniste est-il si profondément ancré dans l'appareil d'État — dans ce que le politologue Michael Glennon appelle le « double gouvernement », où la sécurité nationale échappe au contrôle démocratique — qu'il survivra à tous les changements de doctrine ? Les récentes interventions en Somalie, au Niger, et les frappes au Yémen suggèrent que la machine continue de fonctionner, même lorsque la stratégie officielle prône le désengagement. L'histoire de l'ingérence américaine n'est peut-être pas close ; elle entre simplement dans une phase nouvelle, plus discrète, plus ciblée, mais tout aussi déterminante pour l'équilibre du monde.

CHAPITRE V

America First 2.0 : la nouvelle stratégie américaine

La publication de la nouvelle National Security Strategy américaine ne saurait être comprise comme un simple ajustement conjoncturel ni comme une inflexion tactique liée à une alternance politique. Elle constitue un basculement doctrinal profond, au sens presque étymologique du terme : une révolution entendue comme un retour complet sur soi-même, un mouvement circulaire par lequel la géopolitique américaine, après s'être projetée aux confins du globe, revient à ses fondements premiers.

Il convient d'emblée de dissiper un malentendu. America First n'est ni un slogan improvisé ni une invention contemporaine. L'expression fut déjà employée par Woodrow Wilson en 1916 pour signifier la priorité absolue accordée aux intérêts nationaux dans un monde en guerre. Elle fut ensuite récupérée, dans les années 1920, par des courants isolationnistes plus sombres, ce qui explique la charge émotionnelle qu'elle continue de susciter. Mais dans sa déclinaison actuelle — que l'on pourrait qualifier de America First 2.0 — elle cesse d'être une posture rhétorique pour devenir l'ossature explicite de la doctrine stratégique américaine.

La National Security Strategy (NSS) d'octobre 2022, complétée par la National Defense Strategy (NDS) et la Nuclear Posture Review (NPR), constitue un corpus doctrinal cohérent. Pour la première fois depuis la fin de la guerre froide, la Chine y est désignée comme le « seul compétiteur » ayant à la fois « l'intention et la capacité de remodeler l'ordre international ». La Russie reste une « menace aiguë », mais secondaire. Cette hiérarchisation est stratégique, non émotionnelle : Pékin représente un défi systémique à long terme ; Moscou, une menace militaire immédiate mais géographiquement circonscrite. La conséquence opérationnelle est claire : le pivot vers l'Indo-Pacifique devient la priorité absolue, drainant ressources, attention et capacités loin de l'Europe et du Moyen-Orient.

Le principe cardinal en est d'une simplicité brutale : la politique étrangère n'a de légitimité que si elle sert directement la survie, la sécurité et la prospérité du peuple américain. Tout le reste — valeurs universelles, missions civilisatrices, promotion normative de la démocratie — devient secondaire, voire superflu. Ce n'est plus l'exportation d'un modèle qui guide l'action de Washington, mais une hiérarchie rigide d'intérêts vitaux assumés sans fard.

Cette rupture met fin à trois décennies d'universalisme post-guerre froide. L'État américain cesse de se concevoir comme l'administrateur moral du système international pour redevenir le gardien de son pré carré. Chaque engagement extérieur est désormais sommé de prouver sa pertinence

stratégique immédiate. Ce qui ne contribue pas clairement à la défense du territoire, à la préservation de la souveraineté ou au bien-être matériel des citoyens est mécaniquement écarté de l'agenda.

Cette logique s'est traduite par des décisions concrètes. Le retrait d'Afghanistan en août 2021 en fut la manifestation la plus spectaculaire, mais non la seule. L'administration Biden a également mis fin au soutien américain aux opérations militaires saoudiennes au Yémen, retiré des systèmes antimissiles Patriot d'Arabie saoudite, et réduit significativement la présence militaire en Irak et en Syrie. Chaque décision fut justifiée par le même argument : ces engagements ne servent plus un intérêt vital américain clair. Le calcul coût-bénéfice, longtemps occulté par l'idéologie, redevient l'arbitre ultime.

Ce recentrage s'accompagne d'un retour spectaculaire du concept de souveraineté, érigé en principe non négociable. Là où les élites globalistes avaient progressivement dilué les frontières au nom de normes supranationales et d'un multilatéralisme contraignant, la nouvelle doctrine affirme que les États-Unis ne délégueront plus leurs prérogatives fondamentales à des institutions qu'ils ne contrôlent pas pleinement. Le droit international public, les mécanismes de régulation collective, les grandes conventions humanitaires apparaissent désormais comme des instruments inefficaces dès lors qu'ils se heurtent aux intérêts des grandes puissances.

Cette remise en cause n'est pas théorique ; elle est empirique. Les mandats d'arrêt de la Cour pénale internationale demeurent inopérants face aux puissances nucléaires. Les traités de désarmement sont contournés ou dénoncés. Les conventions humanitaires s'appliquent aux États faibles mais se dissolvent dès qu'entrent en jeu Washington, Moscou ou Tel-Aviv. Dans ce contexte, la Russie n'a pas tant détruit le droit international qu'elle n'en a exposé la vacuité structurelle lorsqu'il n'est plus adossé à un rapport de force crédible.

Le retrait américain de plusieurs traités et organismes internationaux illustre cette évolution. En 2018, Washington se retire du Conseil des droits de l'homme de l'ONU, le jugeant « hypocrite » et « anti-israélien ». En 2019, il abandonne l'accord sur le nucléaire iranien (JCPOA), signé pourtant par l'administration Obama. En 2020, il quitte l'Organisation mondiale de la santé en pleine pandémie. Chaque sortie est motivée par la même logique : ces institutions limitent la liberté d'action américaine sans offrir de contrepartie tangible en termes de sécurité. Cette approche transactionnelle contraste radicalement avec le multilatéralisme d'après-guerre, où les États-Unis acceptaient une certaine contrainte normative en échange de la légitimité qu'elle conférait à leur leadership.

America First 2.0 élargit en outre la notion même de sécurité nationale. Celle-ci n'est plus seulement militaire ; elle devient économique, technologique, migratoire, informationnelle. Les cyberattaques, l'espionnage industriel, les flux migratoires massifs, les campagnes d'influence étrangères, les cartels transnationaux sont désormais traités comme des menaces existentielles. La frontière cesse d'être une simple ligne juridique : elle devient une infrastructure stratégique, surveillée, défendue, technologiquement renforcée.

La guerre commerciale avec la Chine, lancée en 2018, est l'expression la plus visible de cette nouvelle conception. Les droits de douane punitifs sur 370 milliards de dollars de produits chinois n'avaient pas seulement un objectif économique (réduire le déficit commercial) ; ils visaient à freiner le programme « Made in China 2025 » et à protéger les technologies sensibles. En parallèle, Washington a renforcé le contrôle des investissements étrangers via le Committee on Foreign Investment in the United States (CFIUS), bloquant des acquisitions dans les secteurs des semi-conducteurs, de l'intelligence artificielle et des biotechnologies. Le CHIPS and Science Act de 2022, qui engage 280 milliards de dollars pour relocaliser la production de semi-conducteurs, est un acte de souveraineté économique : il s'agit de réduire la dépendance à Taïwan (90 % des semi-conducteurs avancés) considéré comme un point de vulnérabilité stratégique en cas de conflit avec Pékin.

Cette logique s'inscrit dans une relecture contemporaine de la doctrine Monroe. Assainir l'environnement stratégique de l'hémisphère occidental, contraindre les États voisins à lutter contre

les réseaux criminels, contrôler les flux humains et économiques : la sécurité intérieure et la politique étrangère se confondent. L'Amérique entend se protéger de l'extérieur pour se préserver de l'intérieur.

La gestion de la frontière mexicaine est devenue un enjeu de sécurité nationale. Les « caravanes » de migrants, présentées comme des crises humanitaires, sont analysées par le Pentagone comme des menaces potentielles à la stabilité intérieure. Le déploiement de troupes à la frontière, la construction de murs, et les accords avec le Mexique pour retenir les demandeurs d'asile relèvent de cette fusion entre politique étrangère et sécurité intérieure. L'objectif n'est pas seulement de contrôler l'immigration, mais d'affirmer la souveraineté territoriale face à ce qui est perçu comme une pression démographique externe orchestrée.

Sur le plan militaire, la doctrine repose sur un paradoxe assumé : la paix par la force conjuguée à un non-interventionnisme conditionnel. L'armée américaine doit redevenir la plus redoutable au monde, non pour multiplier les conflits, mais pour les rendre inutiles. Modernisation du nucléaire, développement de boucliers antimissiles, investissements massifs dans l'intelligence artificielle militaire, l'espace, les capacités hypersoniques : la puissance redevient le langage premier de la diplomatie. La force ne se substitue pas à la diplomatie ; elle la précède.

Le budget de la défense américaine, qui dépasse désormais 850 milliards de dollars annuels (soit plus que les dix pays suivants combinés), est orienté vers cette compétition de haute intensité. Le développement des armes hypersoniques (qui volent à plus de cinq fois la vitesse du son et manœuvrent en vol), la militarisation de l'espace (création de la United States Space Force en 2019), et l'intégration de l'intelligence artificielle dans les systèmes de commandement visent à maintenir une avance technologique décisive sur la Chine et la Russie. La doctrine militaire abandonne progressivement la contre-insurrection (COIN) pour se concentrer sur la « guerre interarmées » (Joint All-Domain Operations) contre un adversaire de niveau quasi égal.

Parallèlement, Washington refuse désormais les aventures idéologiques qui ont épuisé l'Amérique depuis 2001. L'usage de la force ne sera plus justifié par la volonté de transformer des sociétés étrangères, mais exclusivement par la défense d'intérêts vitaux clairement identifiés. Cette logique éclaire l'absence de nouveaux conflits majeurs lors du premier mandat de Trump, les accords d'Abraham, ou encore les tentatives de dialogue avec la Corée du Nord.

Les accords d'Abraham (2020), normalisant les relations entre Israël et plusieurs États arabes (Émirats arabes unis, Bahreïn, Soudan, Maroc), illustrent cette nouvelle approche. Contrairement aux processus de paix traditionnels centrés sur la question palestinienne, ces accords furent négociés discrètement, avec des contreparties concrètes : vente d'armes américaines avancées aux Émirats, reconnaissance de la souveraineté marocaine sur le Sahara occidental. L'objectif stratégique était de créer un front sunnite modéré face à l'Iran, sans engagement militaire américain direct. La réalpolitik remplaçait l'idéalisme.

La véritable révolution, toutefois, se situe dans le lien rétabli entre souveraineté stratégique et puissance économique. Le protectionnisme assumé n'est plus conçu comme un repli, mais comme un instrument de puissance. La mondialisation dérégulée a enrichi la Chine, désindustrialisé le Midwest et rendu les États-Unis dépendants de chaînes d'approvisionnement critiques. America First 2.0 inverse cette dynamique : relocalisation industrielle, soutien massif aux secteurs clés, politique du Buy American, réaffirmation de la domination énergétique nationale — avantage stratégique que l'Europe, par aveuglement idéologique, a sacrifié avec une constance presque suicidaire.

L'énergie est devenu l'atout géopolitique majeur des États-Unis. Grâce à la révolution du schiste (fracking), le pays est devenu en 2018 le premier producteur mondial de pétrole et de gaz naturel, devant l'Arabie saoudite et la Russie. Cette indépendance énergétique a des implications stratégiques profondes : Washington n'a plus besoin de garantir militairement les flux pétroliers du Golfe pour son propre approvisionnement ; il peut utiliser ses exportations de GNL (gaz naturel liquéfié) comme levier politique face à l'Europe dépendante du gaz russe ; et il dispose d'une marge de manœuvre budgétaire accrue. Pendant ce temps, l'Europe, en fermant prématurément ses

centrales nucléaires et en rejetant le gaz de schiste pour des raisons environnementales, s'est rendue vulnérable aux chantages énergétiques, comme l'a tragiquement montré la crise de 2022.
L'énergie abondante et bon marché n'est plus seulement un facteur de prospérité intérieure ; elle devient une arme géopolitique décisive dans la compétition des grands blocs. Cette réorientation bouleverse mécaniquement le système d'alliances. Contrairement au récit médiatique, Washington ne renie pas ses alliances ; il les renégocie. L'OTAN n'est pas abolie, mais conditionnée. La protection américaine n'est plus gratuite. L'accès au parapluie stratégique exige une contribution réelle, mesurable, substantielle. Le parasitisme stratégique européen est explicitement dénoncé.
Le critice des « free riders » (passagers clandestins) n'est pas nouveau, mais il est devenu central. Donald Trump l'a exprimé avec brutalité, Joe Biden avec plus de diplomatie, mais le fond reste identique : les alliés européens doivent porter leur part du fardeau. L'objectif des 2 % du PIB consacrés à la défense, adopté au sommet de l'OTAN de 2014, est désormais un minimum. Washington pousse désormais pour que cet effort inclue des capacités offensives crédibles et une interopérabilité technique totale avec les forces américaines. Les pays récalcitrants s'exposent à des représailles discrètes : diminution de l'accès aux renseignements, priorité réduite dans les livraisons d'armes, marginalisation dans les processus décisionnels de l'Alliance.
Les relations internationales redeviennent transactionnelles, bilatérales, pragmatiques. Les coalitions sont à géométrie variable. L'amitié cède la place à l'intérêt (si elle a vraiment existé…). La coopération n'est plus conditionnée à l'adoption de normes démocratiques occidentales, mais à l'existence d'un bénéfice mutuel tangible. C'est le retour assumé à la Realpolitik, à la Machtpolitik weberienne, débarrassée de ses oripeaux moralisateurs.
Le partenariat avec l'Arabie saoudite en est l'exemple parfait. Malgré l'assassinat du journaliste Jamal Khashoggi en 2018, malgré la guerre au Yémen, Washington n'a pas rompu avec Riyad. Pourquoi ? Parce que l'Arabie saoudite reste un pivot stratégique face à l'Iran, un régulateur des prix du pétrole, et un acheteur majeur d'armes américaines. Lorsque Joe Biden, candidat, avait promis de traiter l'Arabie saoudite en « paria », le président, une fois élu, s'est rendu à Riyad en juillet 2022 pour négocier une augmentation de la production pétrolière face à l'inflation. La morale s'incline devant le réalisme énergétique et géopolitique.
Ainsi, America First 2.0 ne signe pas un isolement américain, mais une transformation radicale de la manière dont la puissance s'exerce. L'Amérique ne se retire pas du monde ; elle cesse de le porter à bout de bras. Ce choix, cohérent du point de vue américain, ouvre cependant une période d'instabilité profonde pour ceux qui avaient bâti leur sécurité sur l'illusion d'une protection éternelle.
La question qui demeure est de savoir si cette doctrine est soutenable à long terme. Un retrait relatif des engagements globaux peut-il être compensé par une puissance militaire et économique concentrée ? La désaffection normative affaiblit-elle l'attractivité du modèle américain, et donc son « soft power » ? En fragmentant le système d'alliances hérité de la guerre froide, Washington ne risque-t-il pas de pousser ses partenaires vers l'autonomie stratégique — voire vers d'autres pôles de puissance ? L'Europe, précisément, est à la croisée de ces chemins. America First 2.0 lui impose un choix douloureux : payer le prix de sa sécurité, ou assumer les conséquences de son impuissance. Dans les deux cas, la période de protection gratuite est révolue. L'ère de la responsabilité — ou de la vulnérabilité — commence.

CHAPITRE VI

L'Ukraine, l'Europe et l'effondrement de l'autonomie stratégique

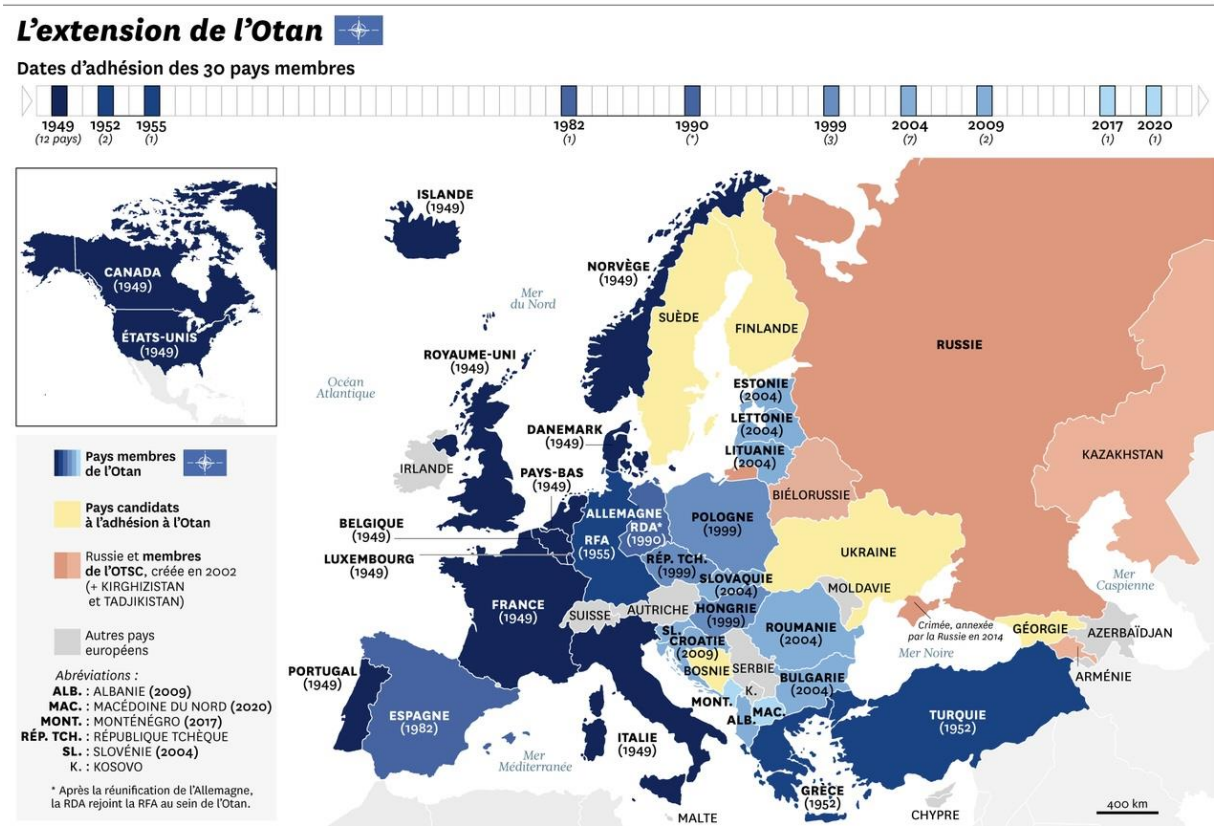
L'élargissement de l'OTAN vers l'Est constitue l'un des actes fondateurs les plus graves de la rupture stratégique durable entre la Russie et l'Occident (Voir carte page suivante). Il ne s'agit ni d'un malentendu, ni d'une divergence d'interprétation bénigne, mais d'une fracture de confiance historique, dont les conséquences structurent encore l'ordre mondial actuel.

Entre février et juillet 1990, lors des négociations relatives à la réunification allemande, le secrétaire d'État américain James Baker, s'adressant directement à Mikhaïl Gorbatchev, affirme sans ambiguïté que l'OTAN ne s'étendra « Not one inch eastward », pas un pouce vers l'Est. Cette déclaration n'est ni isolée ni improvisée. Elle s'inscrit dans un faisceau d'engagements verbaux formulés par plusieurs responsables occidentaux, américains et européens, dans un contexte précis : l'Union soviétique accepte le retrait de ses forces, la fin de son glacis stratégique et, à terme, sa propre dissolution.

Les archives sont désormais accessibles et incontestables. Lors de la réunion du 9 février 1990 à Moscou, James Baker propose à Gorbatchev : « Que diriez-vous si nous acceptions une Allemagne unifiée qui n'appartiendrait à aucune alliance militaire, avec pour garantie que les forces de l'OTAN ne s'étendraient pas vers l'Est ? » Le lendemain, le chancelier allemand Helmut Kohl abonde : « Nous estimons que l'OTAN ne devrait pas élargir sa sphère d'activité. » Le 17 mai 1990, le ministre des Affaires étrangères français Roland Dumas déclare devant l'Assemblée nationale : « L'Allemagne unifiée ne devra pas porter préjudice aux intérêts soviétiques et l'OTAN ne devra pas s'étendre à l'Est. » Ces promesses ne furent pas couchées sur un traité, mais elles constituaient la monnaie d'échange politique contre laquelle l'URSS accepta le retrait de 380 000 soldats d'Allemagne de l'Est et la dissolution du Pacte de Varsovie. Pour Moscou, il s'agissait d'un contrat moral ; pour Washington, d'une tactique de négociation.

Certes, aucun traité écrit ne vient juridiquement sanctuariser cette promesse. Mais réduire la parole donnée à une absence de signature relève soit d'une mauvaise foi assumée, soit d'un aveuglement stratégique. Gorbatchev, convaincu que la Guerre froide est close et que l'OTAN — organisation née en 1949 à Washington pour faire face à un ennemi aujourd'hui disparu — perdra sa raison d'être, commet une erreur historique majeure : il croit à une architecture de sécurité fondée sur la confiance, la réciprocité et la fin des blocs.

Cette erreur sera exploitée sans scrupule.



(Cette carte met en évidence l'extension continue de l'OTAN depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Initialement conçue comme une alliance défensive face au bloc soviétique, l'OTAN s'est progressivement élargie bien au-delà de son périmètre d'origine, intégrant d'anciens États du Pacte de Varsovie et se rapprochant directement des frontières de la Russie. Elle permet de mesurer visuellement la rupture stratégique induite par les élargissements successifs de l'après-1991, au cœur des tensions contemporaines entre la Russie et le bloc atlantique.)

Alors même que le Pacte de Varsovie disparaît, que l'Union soviétique s'effondre en 1991, et que la Russie post-soviétique ne constitue plus aucune menace idéologique ou militaire globale, l'OTAN non seulement survit, mais s'étend. Pologne, Hongrie, Tchéquie, puis États baltes, Roumanie, Bulgarie sont progressivement intégrés, rapprochant toujours davantage l'infrastructure militaire occidentale des frontières russes. Ce qui est présenté à Washington comme une extension de la « zone de stabilité » est vécu à Moscou comme une avancée militaire déguisée, une violation de l'esprit des accords initiaux, et surtout comme une humiliation stratégique.

L'élargissement se fit par vagues, chacune envoyant un signal de plus en plus alarmant à Moscou. La première vague (1999 : Pologne, Hongrie, Tchéquie) fut justifiée par la stabilisation de l'Europe centrale. La seconde (2004 : États baltes, Bulgarie, Roumanie, Slovaquie, Slovénie) plaça l'Alliance aux frontières directes de la Russie, malgré les mises en garde d'experts comme George Kennan, l'architecte de l'endiguement, qui déclara en 1998 : « Élargir l'OTAN serait l'erreur la plus fatale de la politique américaine depuis la guerre froide. » La troisième vague (2009 : Albanie, Croatie ; 2017 : Monténégro ; 2020 : Macédoine du Nord) consolida l'emprise sur les Balkans. Chaque étape fut accompagnée du déploiement progressif du système de défense antimissile Aegis Ashore en Pologne et Roumanie, présenté comme une protection contre l'Iran mais perçu par Moscou comme une neutralisation de sa force de dissuasion nucléaire.

C'est à ce moment précis que la confiance russo-américaine se brise irrémédiablement. Non par paranoïa russe, mais par constat froid : la parole occidentale n'engage que ceux qui y croient.

Dans ce cadre, Vladimir Poutine n'apparaît pas comme un démiurge agressif surgissant du néant, mais comme le produit logique de cette séquence historique. Sa diabolisation systématique occulte

une réalité plus dérangeante : il hérite d'un pays trompé, affaibli, encerclé, et profondément marqué par la conviction d'avoir été abusé au moment même où il tendait la main.
Cette conviction fut renforcée par d'autres trahisons perçues. Le traité sur les forces armées conventionnelles en Europe (FCE), signé en 1990, imposait des plafonds d'armements aux deux blocs. Après l'élargissement de l'OTAN, les États-Unis et leurs alliés refusèrent de ratifier sa version adaptée, arguant que la Russie maintenait des troupes en Géorgie et en Moldavie. Pour Moscou, c'était un double standard : l'OTAN s'étendait sans contrepartie, tandis que la Russie devait se plier à des restrictions unilatérales. En 2007, Poutine exposa cette frustration dans son discours historique à la Conférence de Munich sur la sécurité : « L'OTAN s'est étendue à nos frontières… C'est une provocation sérieuse qui réduit le niveau de confiance mutuelle. » La réponse occidentale fut un mépris silencieux.
L'Ukraine, dans cette architecture, occupait une place centrale. Elle devait demeurer une zone tampon, un espace intermédiaire neutre entre l'OTAN et la Russie — non pas un avant-poste militaire occidental. Cette fonction était implicitement admise dans les équilibres post-guerre froide. Elle fut progressivement sabotée.
La question ukrainienne était d'autant plus sensible qu'elle touchait à l'identité même de la Russie. Kiev est le berceau historique de la Rus' médiévale, le lieu du « baptême de la Rus' » en 988. La perte de l'Ukraine n'était pas seulement une perte territoriale ; c'était une amputation civilisationnelle. Cette dimension explique l'intensité émotionnelle du conflit pour Moscou, souvent incomprise en Occident qui réduit l'enjeu à une simple question de souveraineté. Pour Poutine, comme il l'a exposé dans son long essai historique « De l'unité historique des Russes et des Ukrainiens » publié en juillet 2021, l'Ukraine est une création artificielle de Lénine, et son rapprochement avec l'Occident constitue une « tragédie » et une « menace existentielle ». Cette lecture n'excuse en rien l'invasion de 2022, mais elle en éclaire les motivations profondes, au-delà des calculs géopolitiques.
Les événements de 2013–2014 marquent le basculement. La séquence dite de Maïdan, présentée comme une insurrection démocratique spontanée, ne peut être comprise sans évoquer l'ingénierie politique occidentale qui l'a accompagnée. Victoria Nuland, alors secrétaire d'État adjointe aux Affaires européennes et eurasiennes, joue un rôle central. Elle se rend sur place, intervient directement dans les arbitrages politiques ukrainiens et reconnaît, devant le Congrès des États-Unis, que plus de cinq milliards de dollars ont été investis par Washington pour orienter l'Ukraine vers l'orbite occidentale.
Le rôle de Victoria Nuland fut déterminant. En décembre 2013, elle se rend à Kiev et distribue des sandwiches aux manifestants sur la place Maïdan, un geste symbolique fort de soutien. En février 2014, une conversation téléphonique interceptée et divulguée la montre en train de dicter la composition du futur gouvernement ukrainien : « I think Yats [Arseniy Yatsenyuk] is the guy […] fuck the EU. » (« Je pense que Yats est le bon gars […] qu'ils aillent se faire foutre, l'UE. ») Cette ingérence ouverte dans les affaires intérieures d'un État souverain dépassait les normes diplomatiques habituelles. Quelques jours plus tard, le président Viktor Ianoukovitch, élu démocratiquement en 2010, fuit le pays après des accords de compromis rompus, et un gouvernement intérimaire pro-occidental prend le pouvoir. Pour Moscou, c'était un coup d'État soutenu par l'étranger.
Parallèlement, des réseaux liés à George Soros financent ONG, médias et structures militantes, dans la continuité des révolutions de couleur déjà expérimentées dans l'espace post-soviétique. Les élites ukrainiennes initiales, largement tournées vers la Russie, sont marginalisées. Le pays est arraché à sa fonction d'équilibre.
La Fondation Soros et son réseau d'Open Society Foundations ont investi massivement en Ukraine depuis les années 1990, avec un pic après la révolution orange de 2004. Leur objectif déclaré est de promouvoir la « société ouverte », les valeurs libérales et l'intégration euro-atlantique. Ces fonds ont formé des journalistes, des juges, des militants des droits de l'homme, et soutenu des médias indépendants. Si ces actions sont légales et transparentes, leur ampleur et leur orientation politique

en font, aux yeux du Kremlin, un instrument de « guerre hybride » visant à déstabiliser l'espace post-soviétique. Le fait que le fils de George Soros, Alexander, ait rencontré Volodymyr Zelensky à plusieurs reprises, y compris peu avant l'invasion de 2022, alimente cette narration.
Volodymyr Zelensky, russophone d'origine, parlant l'ukrainien avec un accent russe, issu culturellement de l'espace russophone, devient l'incarnation paradoxale de ce basculement. Son pouvoir repose intégralement sur le soutien occidental. L'Ukraine cesse d'être un espace intermédiaire : elle devient un enjeu frontal dans la confrontation entre la Russie et le bloc atlantique.
L'élection de Zelensky en 2019 sur un programme de paix et de dialogue avec la Russie avait suscité un espoir. Mais rapidement, sous la pression des nationalistes ukrainiens et des partenaires occidentaux, il durcit sa position. Il fit adopter une loi sur la langue qui restreignait l'usage du russe dans l'administration, les médias et l'éducation, une mesure perçue comme discriminatoire par la minorité russophone. Il nomma des figures controversées comme Andriy Parubiy, cofondateur du parti social-nationaliste, à des postes clés. surtout, il fit inscrire dans la constitution l'objectif d'adhésion à l'OTAN et à l'UE, actant le choix atlantiste de l'Ukraine. Pour Moscou, Zelensky devint l'homme qui avait choisi son camp, malgré ses origines.
Cette dépendance apparaît jusque dans le langage et les gestes. Lors des tensions ouvertes avec l'administration Trump, certains échanges rapportés par des sources diplomatiques et médiatiques ont laissé filtrer une brutalité verbale inhabituelle, révélatrice de la pression exercée sur le pouvoir ukrainien. Qu'il s'agisse d'un mot prononcé, d'un ton employé ou d'une scène reconstruite a posteriori importe finalement moins que ce qu'elle symbolise : un dirigeant sommé de choisir son camp, sommé d'obéir, et rappelé à l'ordre lorsqu'il s'écarte de la ligne fixée par ses soutiens.
L'épisode de l'appel téléphonique entre Donald Trump et Volodymyr Zelensky du 25 juillet 2019, au cœur de la procédure d'impeachment, est révélateur. Trump demande à Zelensky d'« enquêter » sur Joe Biden et son fils Hunter, en échange d'une aide militaire déjà approuvée par le Congrès. La transcription montre un rapport de force inégal : Zelensky multiplie les formules de déférence (« nous sommes prêts à poursuivre la coopération », « nous sommes très reconnaissants »), tandis que Trump expose ses demandes sans détour. L'aide militaire fut temporairement bloquée. Le message était clair : même l'aide vitale pour la survie de l'Ukraine était conditionnée à des services politiques rendus à l'intérêt personnel du président américain. L'Ukraine n'était pas un allié, mais un vassal.
Loin de l'image d'un chef d'État souverain, cette séquence illustre la réalité d'un pouvoir sous tutelle, nerveux, dépendant, et parfois brutal dans son expression — symptôme d'un État devenu instrument plus que sujet.
Sous l'administration Biden, cette dynamique est assumée sans détour. L'objectif stratégique n'est plus la stabilité européenne, mais l'affaiblissement durable de la Russie : épuiser son armée par un conflit indirect, puis tenter de l'achever par des sanctions économiques massives, afin de neutraliser Moscou dans la perspective d'un affrontement futur avec la Chine. Les propos de responsables militaires américains, dont le général Mark Milley, reconnaissant l'impossibilité pour les États-Unis de soutenir durablement une guerre sur deux fronts, éclairent cette stratégie.
Le secrétaire à la Défense Lloyd Austin l'a formulé clairement le 25 avril 2022 à Rammstein : « Nous voulons voir la Russie affaiblie au point qu'elle ne puisse plus faire ce qu'elle a fait en envahissant l'Ukraine. » Ce n'était pas une déclaration humanitaire, mais un objectif stratégique. Les livraisons d'armes occidentales à l'Ukraine — Javelin, HIMARS, chars Leopard et Abrams, systèmes Patriot — furent calibrées pour infliger des pertes maximales à l'armée russe sans provoquer une escalade directe OTAN-Russie. Le budget américain d'aide à l'Ukraine a dépassé les 100 milliards de dollars en deux ans, un montant sans précédent pour un conflit où les États-Unis n'ont pas un seul soldat engagé. Cette stratégie du « proxy war » (guerre par procuration) visait explicitement à « saigner » la Russie, comme l'a reconnu l'ancien conseiller à la sécurité nationale H.R. McMaster.

Ce plan échoue. La Russie ne s'effondre pas. Son économie résiste. Son armée tient. Mais elle se rapproche définitivement de la Chine, scellant une alliance que Washington cherchera désormais à briser.

Les sanctions économiques, les plus sévères jamais imposées à une grande puissance, n'ont pas produit l'effet escompté. Le rouble s'est initialement effondré, puis s'est redressé. L'inflation a été maîtrisée. La Banque centrale russe a réussi à stabiliser le système financier. Surtout, la Russie a pivoté vers l'Asie : la Chine est devenue son premier partenaire commercial, absorbant les hydrocarbures que l'Europe n'achetait plus. Le commerce sino-russe a atteint 240 milliards de dollars en 2023, dépassant les objectifs fixés pour 2024. Sur le plan militaire, malgré des pertes importantes estimées à plus de 300 000 hommes (tués et blessés) par les services de renseignement occidentaux, la Russie a maintenu ses positions, mobilisé des réserves, et adapté son industrie de guerre à un rythme de production qui surprend l'Occident. Le conflit s'est enlisé dans une guerre d'attrition que l'Ukraine, malgré son courage, ne peut gagner sans un engagement direct occidental — que personne ne veut.

C'est dans ce contexte qu'intervient le revirement trumpien : non par sympathie pour Moscou, mais par réalisme stratégique. Il ne s'agit plus de détruire la Russie, mais de l'arracher à Pékin.

Donald Trump a répété à plusieurs reprises qu'il pourrait régler la guerre « en 24 heures », sous-entendant par là qu'il forcerait Kiev à négocier en échange de concessions territoriales. Cette position, qualifiée de cynique en Europe, s'inscrit dans une logique géopolitique froide : une Russie humiliée et affaiblie se jettera dans les bras de la Chine, créant un bloc continental eurasiatique encore plus redoutable. À l'inverse, une Russie préservée, même partiellement, pourrait redevenir un contrepoids à l'expansionnisme chinois en Asie centrale et un fournisseur d'énergie alternatif pour l'Europe. Cette vision « kissingerienne » (du nom de l'ancien secrétaire d'État Henry Kissinger) considère que l'équilibre des puissances prime sur les questions morales. Elle explique pourquoi certains cerces républicains, malgré leur hostilité à Poutine, sont favorables à une paix négociée rapide.

L'Europe, quant à elle, absente de la conception comme de la résolution du conflit, découvre trop tard qu'elle n'était qu'un théâtre — jamais un acteur.

Les chiffres sont éloquents. Sur les 100 milliards de dollars d'aide militaire à l'Ukraine, les États-Unis en ont fourni plus de 75 %. Les États européens, pris de court, ont puisé dans leurs stocks militaires, souvent vétustes, et ont tardé à organiser une production de guerre coordonnée. Les promesses de livraison de chars (l'Allemagne a tergiversé pendant des mois sur les Leopard) ou d'avions (les F-16 américains livrés via des pays tiers) ont été lentes et fragmentées. Pire, l'Europe a subi les conséquences économiques des sanctions qu'elle avait votées : inflation énergétique, désindustrialisation partielle, crise sociale. Elle a payé le prix de la guerre sans en contrôler la stratégie. Sa dépendance stratégique fut ainsi double : dépendante des États-Unis pour sa défense, dépendante de la Russie pour son énergie. Le conflit a exposé cette vulnérabilité structurelle.

Ce spectacle révèle surtout l'état moral et politique des élites européennes contemporaines. Coupées des peuples, étrangères à toute mémoire historique, incapables de penser la guerre autrement que comme un slogan ou un communiqué, elles se distinguent par une légèreté qui confine à la faute grave. Ces élites technocratiques, issues d'un monde post-politique, souvent sans enracinement, sans descendance exposée, et sans responsabilité directe, se permettent d'exhorter à l'escalade avec une désinvolture glaçante.

Les déclarations de certains responsables européens illustrent ce décalage. La présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen promettant une « victoire » rapide de l'Ukraine au printemps 2022 ; le président français Emmanuel Macron évoquant l'envoi de troupes au sol sans consultation préalable de l'Assemblée nationale ni de l'état-major ; le chancelier allemand Olaf Scholz refusant puis acceptant les livraisons de chars lourds sous la pression américaine : chaque prise de parole révèle une improvisation stratégique et une absence de vision commune. Cette cacophonie contraste avec la discipline de fer du camp adverse, où Moscou et Pékin coordonnent leur diplomatie et leur communication.

Elles parlent de courage, mais ne risquent rien. Elles invoquent la morale, mais n'assument aucune conséquence. Elles réclament des armes, puis des soldats, parfois même des conscrits — toujours les enfants des autres. Leur bellicisme est d'autant plus bruyant qu'il est déconnecté de tout sacrifice personnel. Cette dissociation radicale entre la décision et le prix à payer constitue l'un des traits les plus inquiétants du pouvoir européen contemporain.

Le cas de Boris Johnson est emblématique. Alors qu'il était Premier ministre britannique, il a multiplié les déplacements à Kiev, promis un soutien « jusqu'à la victoire », et poussé à la rupture des pourparlers de paix débutés à Istanbul en mars 2022. Pourtant, son propre pays était englué dans une crise économique post-Brexit, et son armée, réduite à son plus petit effectif depuis des décennies, était structurellement incapable de projeter une force significative. Une fois contraint à la démission par des scandales, il est retourné à une carrière lucrative de conférencier. Ceux qui paient le prix de ses déclarations sont les soldats ukrainiens et les citoyens britanniques frappés par l'inflation, pas lui.

Ces dirigeants ne pensent pas la guerre ; ils la récitent. Ils n'agissent pas selon une analyse stratégique autonome, mais conformément à des directives idéologiques héritées d'un néoconservatisme atlantique dont les architectes eux-mêmes reconnaissent aujourd'hui l'échec. Fidèles à un agenda conçu pour un monde disparu, ils continuent d'appliquer des schémas périmés, comme un corps sans tête poursuivant sa course par simple inertie.

C'est précisément pour cette raison qu'ils sont exclus des négociations réelles. Les grandes puissances qui cherchent désormais à contenir l'incendie, à figer les lignes, à éviter l'embrasement généralisé, ne traitent pas avec ceux qui réclament la guerre sans jamais la faire. On ne négocie pas avec des exécutants idéologiques. On ne confie pas la paix à ceux qui n'ont jamais payé le prix de leurs propres choix.

Les tentatives de médiation turque, chinoise ou africaine en sont la preuve. Lorsque le président turc Recep Tayyip Erdoğan a organisé des pourparlers à Istanbul, ou lorsque les pays africains ont proposé une mission de paix, ils se sont adressés directement à Moscou et Washington, parfois à Kiev, mais jamais à Paris, Berlin ou Bruxelles. L'Union européenne, malgré sa puissance économique, est perçue comme une entité politique faible, divisée, et dépourvue d'autonomie décisionnelle en matière de sécurité. Son exclusion des véritables pourparlers n'est pas un accident ; elle est le reflet de son effacement stratégique.

L'Union européenne, dans cette séquence, apparaît non comme un acteur stratégique, mais comme un relai discipliné, parfois zélé, d'une logique qui la dépasse. À mesure que son influence réelle décline, sa radicalité verbale augmente. L'outrance devient le masque de l'impuissance. L'indignation remplace la stratégie. La posture tient lieu de politique.

Le « Strategic Compass » adopté par l'UE en mars 2022, censé définir sa politique de sécurité et de défense pour la décennie, en est la caricature. Le document, rédigé dans un jargon technocratique, annonce la création d'une « force de réaction rapide » de 5 000 hommes d'ici 2025 — alors que la guerre fait rage aux portes de l'Europe et que l'Ukraine mobilise un million d'hommes. Il promet de « renforcer la résilience » et de « promouvoir un ordre international fondé sur des règles », sans jamais préciser comment l'Europe protégera ses frontières sans l'OTAN. Ce contraste entre l'ambition rhétorique et les moyens dérisoires résume le mal européen : l'incapacité à aligner les mots sur les réalités.

Ce divorce entre le pouvoir réel et le discours public explique pourquoi l'Europe parle beaucoup, menace souvent, mais ne décide plus. L'histoire, une fois encore, se fait sans elle — et parfois contre ses propres intérêts.

Le dernier acte de cette tragédie européenne pourrait bien être la paix elle-même. Si un règlement négocié du conflit ukrainien finit par émerger, il sera probablement imposé par Washington et Moscou, avec la bénédiction de Pékin. Les Européens seront consultés par courtoisie, mais non écoutés. Leurs « lignes rouges » (jugement de Poutine, réparations intégrales, restitution de tous les territoires) seront ignorées. Ils devront ensuite financer la reconstruction de l'Ukraine (estimée à plus de 500 milliards d'euros) et intégrer un pays ruiné et traumatisé dans l'Union, tout en acceptant

une Russie toujours puissante et hostile à leurs frontières. Ce scénario, le plus probable, achèvera de révéler l'Europe pour ce qu'elle est devenue : un géant économique, un nain stratégique, et une puissance morale sans volonté de puissance. L'Ukraine, ultime révélateur, aura exposé la vacuité du projet européen de défense et d'autonomie stratégique. Le verdict est sans appel : l'Europe a manqué son rendez-vous avec l'histoire.

Conclusion

La fin d'un cycle et l'entrée dans la zone grise

La publication de la nouvelle stratégie américaine n'est pas un simple ajustement doctrinal ; elle constitue l'acte de clôture revendiqué d'un cycle historique ouvert en 1991. Ce cycle reposait sur une illusion fondatrice : celle d'un monde pacifié, harmonisé par les valeurs libérales occidentales, stabilisé par un hégémon omniprésent et bienveillant, arbitre suprême des conflits et garant ultime de l'ordre international. Cette illusion se dissipe aujourd'hui brutalement.

Pendant plus de trente ans, les États-Unis ont tenté d'être simultanément puissance militaire dominante, gendarme du monde, architecte institutionnel et missionnaire démocratique. Cette ambition totale s'est révélée intenable. L'Amérique, épuisée par la dispersion stratégique, les guerres périphériques, les échecs du nation-building et les fractures internes, revient à l'essence de sa puissance : non plus un empire au sens classique, mais un État-nation souverain, recentré sur la préservation de ses intérêts vitaux, de sa cohésion interne et de sa base productive.

Ce retour au réalisme s'incarne dans des choix concrets et parfois brutaux. La priorité absolue accordée à la compétition avec la Chine, au détriment des autres théâtres. La transformation de l'énergie en arme géopolitique, grâce à la révolution du schiste. La redéfinition transactionnelle des alliances, où la protection n'est plus gratuite mais négociée. La reconquête de souverainetés perdues — technologique, industrielle, monétaire. Et surtout, l'abandon de l'universalisme moral au profit d'un intérêt national assumé sans complexe. America First 2.0 n'est pas un slogan de campagne ; c'est le logiciel stratégique d'une puissance qui cesse de se penser comme exceptionnelle pour se reconnaître comme normale : une grande puissance parmi d'autres, dans un monde multipolaire où la loi du plus fort n'a jamais vraiment cessé de s'appliquer.

Ce retour au réalisme n'est pas une régression idéologique ; il est une réintégration de l'histoire. Les grandes figures de la pensée géopolitique — Mackinder, Spykman, Kennan — longtemps reléguées aux bibliothèques et aux séminaires universitaires, réapparaissent au cœur de la décision politique. Le monde n'est plus pensé comme un espace à normaliser, mais comme un champ de forces à équilibrer. La morale recule, non parce qu'elle serait rejetée, mais parce qu'elle s'est révélée impuissante sans la puissance qui la soutient.

Cette réintégration s'accompagne d'une redécouverte des constantes historiques. La fragmentation de l'Eurasie comme obsession anglo-saxonne remonte à Mackinder, mais trouve des échos dans la politique de Richelieu face aux Habsbourg. L'oscillation entre engagement et retrait est le rythme

même de l'histoire américaine, de la doctrine Monroe à l'isolationnisme de l'entre-deux-guerres. L'échec du nation-building rappelle les limites de la transformation sociale par la force, déjà éprouvées au Vietnam. Et la résilience de la Russie face aux sanctions évoque la capacité des civilisations continentales à absorber les chocs et à durer. Rien de ce qui se produit aujourd'hui n'est véritablement nouveau ; seules l'échelle et la vitesse ont changé.

Si cette réorientation venait à se confirmer dans la durée, elle marquerait non pas la disparition de la puissance américaine, mais la fin de sa forme impériale expansive. Washington pourrait en tirer des bénéfices réels : recentrage stratégique, réindustrialisation, consolidation de la souveraineté technologique, maîtrise énergétique, réduction des engagements lointains aux objectifs flous. Peut-être même une tentative de recomposition de sa cohésion interne, dans un pays profondément polarisé, où la question de la survie du modèle national se pose désormais ouvertement.

Mais ces bénéfices potentiels sont contrebalancés par des risques majeurs. Un retrait relatif pourrait accélérer l'autonomisation stratégique de l'Europe, pousser les alliés asiatiques vers la neutralité ou le rapprochement avec Pékin, et laisser des espaces vacants que la Chine s'empresserait de combler. La priorité absolue donnée à la compétition sino-américaine pourrait négliger d'autres foyers d'instabilité — Moyen-Orient, Sahel, Corne de l'Afrique — dont les conséquences finiraient par affecter les intérêts américains. Et le recentrage sur l'intérêt national risque d'éroder ce qui reste du « soft power » américain, cette capacité d'attraction qui a longtemps permis à Washington d'imposer ses vues sans recourir systématiquement à la force. L'Amérique pourrait gagner en efficacité stratégique tout en perdant en influence globale.

Mais cette mutation ouvre également des zones grises. Un hégémon qui cesse d'arbitrer laisse derrière lui des espaces vacants. D'autres puissances s'y engouffrent : la Russie, la Chine, la Turquie, l'Iran, chacun selon ses moyens, ses ambitions et ses contraintes. Le retrait relatif ne signifie pas la paix ; il signifie la recomposition du désordre. L'Amérique devient un acteur plus parcimonieux, mais aussi plus imprévisible, oscillant entre non-intervention proclamée et frappes ponctuelles justifiées par l'intérêt vital.

Ces zones grises sont particulièrement dangereuses pour les puissances moyennes et les États faibles. L'Ukraine en est le tragique exemple : un pays devenu l'enjeu d'une rivalité entre grandes puissances, instrumentalisé par les unes, sacrifié par les autres. La Syrie, la Libye, le Yémen illustrent cette nouvelle ère des conflits par procuration, où les grandes puissances testent leurs armes, affaiblissent leurs rivaux et contrôlent les ressources sans s'engager directement. L'Afrique devient un terrain de compétition entre mercenaires russes, bases militaires chinoises et interventions françaises en retrait. Dans ce monde fragmenté, la stabilité devient une denrée rare, et la souveraineté, un privilège réservé aux plus forts.

Le XXI^{e} siècle entre ainsi dans une phase inédite : ni unipolaire, ni véritablement multipolaire stabilisé. La hiérarchie persiste sans ordre clair. La puissance demeure concentrée, mais son exercice se fragmente. L'empire d'hier n'existe plus, mais la centralité américaine demeure, sous une forme plus dure, plus transactionnelle, plus désenchantée.

Cette phase est caractérisée par ce que les stratèges appellent la « compétition dans la zone grise » (grey zone competition) : des actions en dessous du seuil de la guerre ouverte, mais au-dessus de la concurrence pacifique. Cyberattaques, campagnes d'influence, coercition économique, manœuvres militaires provocatrices, ingérence politique déguisée — autant d'outils qui permettent d'affaiblir un adversaire sans déclencher de conflit direct. Cette conflictualité ambiguë est d'autant plus difficile à gérer qu'elle échappe aux cadres juridiques et diplomatiques traditionnels. Elle favorise les régimes autoritaires, pour lesquels la frontière entre guerre et paix est naturellement floue, et désavantage les démocraties, contraintes par le droit, la transparence et le contrôle parlementaire.

Dans ce nouvel environnement, l'Europe apparaît comme la grande perdante de la transition. Ayant confondu paix et absence de guerre, droit et puissance, normes et stratégie, elle se retrouve démunie au moment précis où l'histoire revient. Son incapacité à penser le tragique, à assumer le coût de sa sécurité, à parler le langage de la force sans renoncer à la raison, la condamne à l'effacement stratégique. Non par complot, mais par renoncement accumulé.

Ce renoncement est triple. Renoncement énergétique, avec la fermeture prématurée du nucléaire et le rejet du gaz de schiste qui l'ont rendue dépendante de Moscou. Renoncement militaire, avec des budgets de défense chroniquement insuffisants et une industrie d'armement fragmentée. Renoncement technologique, avec l'absence de champions européens dans les secteurs critiques (cloud, intelligence artificielle, semi-conducteurs). Mais le plus grave est le renoncement intellectuel : l'incapacité à produire une pensée stratégique autonome, distincte à la fois du néoconservatisme américain et du pacifisme naïf. L'Europe a délégué sa sécurité à Washington et sa prospérité à la mondialisation, croyant que cette double délégation était définitive. L'histoire lui rappelle aujourd'hui qu'aucune délégation n'est éternelle.

Ce basculement stratégique n'aurait toutefois pas été possible sans un travail préalable, plus discret mais tout aussi décisif : la préparation des esprits. Pendant des décennies, les sociétés occidentales ont été façonnées par un récit culturel continu, où la géopolitique s'est insinuée sous forme de réflexes moraux, d'évidences émotionnelles et de figures simplifiées du Bien et du Mal. Le soft power américain n'a pas seulement accompagné la domination stratégique ; il en a constitué le soubassement psychologique. Cinéma, séries, jeux vidéo, culture populaire ont progressivement transformé des constructions géopolitiques complexes en intuitions immédiates : certains ennemis semblaient aller de soi, certaines confrontations paraissaient naturelles, certaines guerres presque inévitables. Ainsi, lorsque l'ordre libéral commence à se fissurer, lorsque la rivalité des puissances revient au premier plan, les opinions publiques n'entrent pas dans ce monde nouveau à découvert : elles y ont été préparées de longue date. La fin de l'illusion libérale n'est pas seulement la fin d'un projet politique ; elle est aussi l'aboutissement d'un récit culturel qui, après avoir promis la paix universelle, rend aujourd'hui intelligible le retour brutal des rapports de force.

Cette préparation des esprits a fonctionné dans les deux sens. Si l'Occident a été conditionné à voir la Russie comme un ennemi naturel, la Russie et la Chine ont, de leur côté, élaboré des contre-récits puissants. Moscou présente l'expansion de l'OTAN comme une agression existentielle, et l'intervention en Ukraine comme une opération spéciale de dénazification. Pékin dépeint la rivalité avec les États-Unis comme une lutte de libération nationale contre l'hégémonisme occidental. Ces récits, relayés par des médias contrôlés et des réseaux sociaux manipulés, créent des réalités parallèles où chaque camp est convaincu de son bon droit et de la malveillance de l'adversaire. Cette fracture cognitive rend le dialogue presque impossible et l'escalade plus probable. La guerre n'est plus seulement une affaire d'armées et de diplomates ; c'est aussi une bataille pour le sens, menée sur les écrans et dans les cerveaux.

Ainsi se referme le cycle de 1991. Non dans le fracas d'un effondrement, mais dans la désagrégation silencieuse d'un ordre qui se croyait éternel. Ce qui commence désormais n'a pas encore de nom. C'est une zone grise stratégique, instable, dangereuse, où les certitudes s'évanouissent et où seuls subsistent les rapports de force, les intérêts vitaux et la mémoire longue des nations.

Dans cette zone grise, l'histoire ne propose pas de solutions toutes faites, mais elle offre des avertissements. Elle rappelle que les empires en déclin deviennent imprévisibles. Que les puissances montantes sont souvent tentées par l'aventurisme. Que les équilibres multipolaires sont intrinsèquement instables. Et que les civilisations qui oublient l'art de la guerre finissent par la subir dans les conditions les plus défavorables. Ces leçons ne sont pas optimistes, mais elles sont vraies. Les ignorer au nom du confort intellectuel ou de l'espoir naïf serait la pire des imprudences.

L'histoire n'a jamais pris fin. Elle avait simplement été mise entre parenthèses. Aujourd'hui, les parenthèses se ferment. Le monde réel revient, avec ses tragédies, ses dilemmes et ses choix impossibles. Ceux qui auront le courage de le regarder en face, sans illusions ni faux-fuyants, ne seront pas nécessairement plus heureux. Mais ils auront au moins une chance de naviguer dans la tempête, au lieu d'être emportés par elle.

Le dernier mot revient à la géographie, cette contrainte ultime. Ce retour au tragique exige du lecteur une discipline intellectuelle double. Premièrement, se méfier du prêt-à-penser médiatique — ces chaînes d'information en continu qui transforment des conflits complexes en récits manichéens, où chaque événement doit s'inscrire dans un scénario préétabli, chaque acteur incarner

un rôle stéréotypé, et chaque analyse confirmer des préjugés installés. L'information n'est plus un éclairage ; elle devient un brouillard. Deuxièmement, retrouver le sens du temps long — cette profondeur historique sans laquelle la politique internationale n'est qu'une agitation superficielle. Comprendre l'Ukraine sans remonter à la Rus' de Kiev, la Chine sans évoquer les siècles d'humiliation, l'Iran sans la révolution de 1979, ou les États-Unis sans la doctrine Monroe, c'est se condamner à ne rien comprendre. L'histoire n'est pas un accessoire ; elle est le socle. Celui qui néglige cette double exigence — critique face à l'immédiateté, respectueux de la durée — se contentera de subir le monde sans jamais le comprendre. Les océans qui protégeaient l'Amérique sont désormais traversés par des missiles hypersoniques. Les steppes qui isolaient la Russie sont franchies par des drones. Les détroits qui contrôlent le commerce mondial peuvent être bloqués par une cyberattaque. Les frontières qui semblaient naturelles sont remises en cause par les flux migratoires et les revendications historiques. Dans ce monde rétréci et interconnecté, la puissance ne se mesure plus seulement au nombre de porte-avions ou de missiles, mais à la capacité de maîtriser les données, l'énergie, les récits et les chaînes d'approvisionnement. La compétition est devenue totale, et la paix, une simple trêve entre deux guerres qui prennent d'autres formes. C'est dans cette réalité nue, dépouillée de ses oripeaux idéologiques, que les nations devront désormais trouver leur voie — ou perdre leur place.